



DÉFICIENCE INTELLECTUELLE, TROUBLES ENVAHISSANTS DU DÉVELOPPEMENT ET SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE

RÉPERTOIRE DE SERVICES, DE PROGRAMMES ET DE PRATIQUES NOVATRICES

Recherche et rédaction : Olivier Corbin-Charland
Coordination : Guillaume Ouellet
Direction scientifique : Céline Mercier

Dernière mise à jour : mai 2011

Citation suggérée : Mercier, C., Corbin-Charland, O. & Ouellet, G. (2011). *Répertoire titre*. Montréal : Équipe Déficience intellectuelle, troubles envahissants du développement et intersectorialité.

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2011
Bibliothèque et Archives Canada, 2011

ISBN 978-2-9811919-8-4 (version imprimée)
ISBN 978-2-9811919-9-1 (pdf)

Disponible sur le site www.interteddi.ca

© Équipe Déficience intellectuelle, troubles envahissants du développement et intersectorialité, 2010

AVANT-PROPOS

Le processus d'intégration sociale des personnes présentant une déficience intellectuelle (DI) ou un trouble envahissant du développement (TED) représente indéniablement un pas vers une société plus inclusive et plus équitable. Sur le plan des services dédiés à ces personnes, le processus d'intégration sociale s'accompagne d'une foule d'enjeux qui mènent à repenser le soutien à offrir à la personne, aux proches et aux partenaires. Parmi ces enjeux, le contact des personnes présentant une DI ou un TED avec le système de justice pénale représente une problématique particulièrement riche en défis. C'est dans ce contexte que, depuis une vingtaine d'années un peu partout en Occident, on assiste à une multiplication d'initiatives (outils d'évaluation, guides d'intervention, rapports de recherche, formations) qui visent à encadrer, à orienter ou à penser les enjeux et à faire face aux défis que pose la rencontre des personnes présentant une DI ou un TED avec le système de justice pénale. Ce répertoire est un outil novateur répondant à des besoins grandissants en matière de connaissances et de pratiques d'intervention en lien avec la problématique du contact des personnes ayant une DI et/ou un TED avec la justice pénale. Il est important de noter que les initiatives répertoriées n'ont pas fait l'objet d'évaluation de la part de l'Équipe. Les utilisateurs qui désirent implanter ou adapter ces initiatives doivent le faire en faisant preuve de jugement critique. En ce sens, les auteurs de ce document espèrent que la compilation de services, de programmes et de pratiques novatrices au sein d'un répertoire électronique – mis à jour sur une base continue – contribuera au développement de l'expertise et au rehaussement des pratiques dans ce domaine.

Ce document est une initiative de l'équipe de recherche en partenariat *Déficience intellectuelle, troubles envahissants du développement et intersectorialité* (FQRSC), initiative appuyée financièrement par le Consortium national de recherche sur l'intégration sociale (CNRIS) dans le cadre de son programme de soutien au développement de l'instrumentation.

NB : Le répertoire a été conçu pour la navigation en ligne, il peut être imprimé mais le format papier, dépourvu des hyperliens permettant l'accès direct au matériel répertorié (sites Web, rapports, guides, etc.), rend statique cet outil qui, à la base, se veut dynamique.

UN OUTIL QUI VOUS APPARTIENT : MISE À JOUR DU RÉPERTOIRE, UN TRAVAIL D'ÉQUIPE!

Les utilisateurs de ce répertoire sont fortement encouragés à partager leurs propres sources (services, programmes, pratiques novatrices) en communiquant avec l'équipe de recherche. Les sources référées pourront éventuellement être intégrées au répertoire puisque celui-ci fera l'objet d'une mise à jour régulière. Une partie importante du contenu parvient d'ailleurs d'organisations qui ont communiqué avec l'Équipe afin de partager leurs initiatives et leurs connaissances. Pour nous joindre : repertoire.teddi@gmail.com

1 - L'utilisation du genre masculin dans les textes et contenus du répertoire n'est faite que dans le but d'alléger le texte. 2- Afin d'être fidèles aux informations recensées, nous n'avons pas modifié les titres des programmes même si ceux-ci contiennent des termes qui ne sont plus utilisés au Québec. 3- L'expression « learning disabilities / troubles d'apprentissage » utilisée dans les programmes de l'OMS et britanniques est équivalente à l'expression « intellectual disability / déficience intellectuelle » utilisée au Canada. 4- Enfin, il est à noter que plusieurs informations contenues dans ce répertoire provenant de sites anglophones, certains passages ont fait l'objet d'une traduction libre de l'anglais au français.

SECTIONS DU RÉPERTOIRE

[COMMENT UTILISER LE RÉPERTOIRE? / EXEMPLE DE FICHE](#)

[TABLE DES MATIÈRES](#)

[SECTION 1 : CONTREVENANTS, VICTIMES, TÉMOINS](#)

[SECTION 2 : CONTREVENANTS](#)

[SECTION 3 : VICTIMES ET TÉMOINS](#)

[MÉTHODOLOGIE](#)

En cliquant sur les liens en bleus vous serez redirigés vers la section correspondant à votre sélection.

TABLE DES MATIÈRES

En cliquant sur le titre d'un programme tout en appuyant sur la touche «ctrl» ou «control» de votre clavier (en bleu), vous serez immédiatement redirigés vers la fiche descriptive de celui-ci.

SECTION 1 : CONTREVENANTS, VICTIMES, TÉMOINS

QUÉBEC ET CANADA

TITRE DU PROGRAMME	TYPE DE DOCUMENT
<i>Entente intersectorielle à l'égard des personnes présentant une déficience intellectuelle ou un trouble envahissant du développement</i>	Entente de collaboration
<i>Entente de principe: adaptation du système judiciaire et services correctionnels aux personnes présentant une déficience intellectuelle</i>	Entente de collaboration
<i>Choisir et agir</i>	Formation et outils
<i>Restorative Justice and People with Developmental Disabilities</i>	Guide sur l'approche de justice réparatrice
LEGALPIX	Outil adapté portant sur le système de justice pénale
<i>Resource Program: Sexual Behaviours Clinic</i>	Programme, formation et guide
<i>Pour une approche inclusive de la justice : mesure d'accueil et de traitement de la déficience intellectuelle au sein du système judiciaire</i>	Rapport et outils
<i>Le Registre des autistes</i>	Registre

TABLE DES MATIÈRES**AILLEURS DANS LE MONDE (CONTREVENANTS, VICTIMES, TÉMOINS)**

TITRE DU PROGRAMME	TYPE DE DOCUMENT
<i>Autism Alert Training</i>	Formation
<i>The Autism and Law Enforcement Education Coalition</i>	Formation
<i>Police Response to People with Disabilities</i>	Formation (film) à l'intention des policiers
<i>Law Enforcement Awareness of Disabilities</i>	Formation (film) à l'intention des policiers
<i>Autism Training and Resources for Law Enforcement, Emergency First Responders, Parents, Educators, Care Providers and the Autism Community</i>	Formation (films), guides et outils
<i>Safety Zone: Cops Talk</i>	Formation à l'intention des personnes ayant une DI
<i>Autism training DVD for Police Officers</i>	Formation à l'intention des policiers (film)
<i>Clear Talk</i>	Formation et outils
<i>Lean on US</i>	Formation et outils
<i>Autism: a Guide for Criminal Justice Professionals</i>	Guide
<i>Commonly Asked Question About the ADA and Law Enforcement</i>	Guide (questions-réponses) portant sur les contacts avec les policiers

TABLE DES MATIÈRES**AILLEURS DANS LE MONDE (CONTREVENANTS, VICTIMES, TÉMOINS)**

TITRE DU PROGRAMME	TYPE DE DOCUMENT
<i>Guidance on Responding to People with Mental Ill Health or Learning Disabilities</i>	Guide à l'intention des policiers
<i>Autism and law enforcement</i>	Guide et outils
<i>Partners in Justice</i>	Guides et outils
<i>Temple University Institute on Disabilities Advocacy: Publications</i>	Outils, guides et formations
<i>Temple University Institute on Disabilities Advocacy Catalogue</i>	Outils, guides et formations
<i>Égalité des droits pour tous! Accès à la justice et aux droits pour les personnes handicapées intellectuelles</i>	Rapport
<i>Take me HOME</i>	Registre
<i>Project Lifesaver</i>	Service

TABLE DES MATIÈRES**SECTION 2 : CONTREVENANTS****QUÉBEC ET CANADA**

TITRE DU PROGRAMME	TYPE DE DOCUMENT
<i>Programme comportements sexuels inappropriés et troubles graves de la sexualité chez les personnes présentant une déficience intellectuelle</i>	Guide
<i>Programme d'accompagnement justice-santé mentale (PAJ-SM) à Montréal</i>	Programme de déjudiciarisation et de dépénalisation
<i>NorthStar Program</i>	Programme (pour agresseurs sexuels en détention)
<i>Les droits judiciaires des accusés ayant une déficience intellectuelle</i>	Rapport
<i>Personnes souffrant de déficience intellectuelle incarcérées pour des délits criminels</i>	Rapport
<i>Programme d'encadrement clinique et d'hébergement</i>	Programme
<i>Urgence Psychosociale-Justice (UPS-J)</i>	Service

TABLE DES MATIÈRES

AILLEURS DANS LE MONDE (CONTREVENANTS)

TITRE DU PROGRAMME	TYPE DE DOCUMENT
<i>Protocol between Corrections Victoria Department of Justice and Disability Services</i>	Entente de collaboration
<i>Protocol between Disability Services and Youth Justice and Guidelines for Workers 2009</i>	Entente de collaboration
<i>Positive Practices, Positive Outcomes: A Handbook for Professionals in the Criminal Justice System Working with Offenders with Learning Disabilities</i>	Guide
<i>Fire Setting and Arson Education Prevention</i>	Guide
<i>Vermont Best Practices Manual: Supervision and Treatment of Sex Offenders with Developmental Disabilities</i>	Guide
<i>Criminal Justice Practice Manual</i>	Guide
<i>Crimes (Mental Impairment and Unfitness to be Tried) Act 1997 Practice Guidelines 2007</i>	Guide
<i>Code of Practice for the Prevention and Management of Occupational Violence in Disability Services</i>	Guide
<i>Operational Instructions 10: Prisoners with Disabilities</i>	Guide
<i>Prison service order no 2855: prisoner with physical or mental disabilities</i>	Guide

TABLE DES MATIÈRES**AILLEURS DANS LE MONDE (CONTREVENANTS)**

TITRE DU PROGRAMME	TYPE DE DOCUMENT
<i>Information Book for Prisoners with a Disability (Easy-Read version)</i>	Guide adapté
<i>Finding the Path to Equal Justice: a Handbook for Defendants with Mental Retardation and their Families</i>	Guides
<i>Police Kit - Getting Arrested and What to do?</i>	Outil adapté
<i>Appropriate Adult</i>	Programme
<i>Community Protection Program</i>	Programme
<i>Lawyers' Information Kit</i>	Programme
<i>South Australia Magistrates Court Diversion Program</i>	Programme de déjudiciarisation
<i>Guidelines for the Enforcement Review Program</i>	Programme de déjudiciarisation
<i>Texas Council on Offenders with Medical or Mental Impairment (TOCMI)</i>	Programme de dépénalisation
<i>Pueblo HD-DD Consortium Diversionary Program</i>	Programme de dépénalisation
<i>Developmentally Disabled Offenders Program</i>	Programme de dépénalisation et formation
<i>Disability Forensic Assessment and Treatment Service</i>	Programmes

TABLE DES MATIÈRES

AILLEURS DANS LE MONDE (CONTREVENANTS)

TITRE DU PROGRAMME	TYPE DE DOCUMENT
<i>No One Knows: Prisoner's Voices: Experiences of the criminal justice system by prisoners with learning disabilities and difficulties</i>	Rapport
<i>Vulnerable Defendants in the Criminal Courts: a Review Provision for Adults and Children</i>	Rapport
<i>Lord Bradley's Review of People with Mental Health Problems or Learning Disabilities in the Criminal Justice System</i>	Rapport
<i>Enabling Justice Report</i>	Rapport
<i>On the Borderline? People with Learning Disabilities and/or Autistic Spectrum Disorders in Secure, Forensic and Other Specialist Settings</i>	Rapport
<i>Learning Disabilities and the Justice System: A Mapping Exercise into Service Provision for People with Learning Disabilities who have Offended or are at Risk of Offending</i>	Rapport
<i>Improving Health, Supporting Justice: The National Delivery Plan of the Health and Criminal Justice Programme Board</i>	Rapport
<i>The Framework Report on Intellectual Disability and Criminal Justice System</i>	Rapport
<i>Offenders with Special Needs (Intellectual Impairment)</i>	Rapport
<i>Advocacy: Criminal Justice</i>	Rapports
<i>The Care and Treatment of Offenders with a Learning Disability</i>	Répertoire

TABLE DES MATIÈRES

SECTION 3 : VICTIMES ET TÉMOINS

QUÉBEC ET CANADA

TITRE DU PROGRAMME	TYPE DE DOCUMENT
<i>Guide d'intervention dans les situations de violence</i>	Guide
<i>Sexual Assault and Women with Disabilities, You Deserve to Be Safe</i>	Guides
<i>Voyons voir...Un guide du système de justice pénale</i>	Outil adapté
<i>Prévention des agressions pour les personnes ayant des déficiences intellectuelles</i>	Programme
<i>Évaluation des besoins d'adaptation des services offerts aux femmes handicapées victimes de violence conjugale</i>	Rapport
<i>Réseau d'apprentissage communautaire</i>	Répertoire et guide

TABLE DES MATIÈRES**AILLEURS DANS LE MONDE (VICIMTES ET TÉMOINS)**

TITRE DU PROGRAMME	TYPE DE DOCUMENT
<i>Abuse and Neglect of Children with Disabilities: A Collaborative Response</i>	Formation
<i>Crime Victims with Disabilities</i>	Formation (film)
<i>Victims with Disabilities: 3 DVDs</i>	Formation (film)
<i>Disability Abuse and Personal Rights</i>	Formation, répertoire et catalogue de produits
<i>First Response to Victims of Crime who Have a Disability</i>	Guide
<i>People with an Intellectual Disability - Giving Evidence in Court</i>	Guide
<i>NO-GO-TELL</i>	Outil adapté
<i>Personal Space Program</i>	Programme
<i>Disability Services ASAP</i>	Programme
<i>Non-Residential Domestic Violence Program</i>	Programme
<i>Project AWARE</i>	Programme (prévention d'abus)
<i>Working with intellectual disability clients</i>	Programme et outils
<i>Personal Safety Skills for People with Disabilities and other Difficult Life Challenges</i>	Programme et outils

COMMENT UTILISER LE RÉPERTOIRE ?

IDENTIFICATION DE LA SECTION DU RÉPERTOIRE

RETOUR À LA [TABLE DES MATIÈRES](#)

(cliquez sur «table des matières» pour être redirigé vers celle-ci)

TITRE : Titre du programme (cliquez sur le titre pour être redirigé vers le site du programme)

ORGANISME : Organisme ayant développé ou diffusant le contenu du programme (cliquez sur le titre pour être redirigé vers le site de l'organisme)

DESCRIPTIF : Principaux objectifs, mise en pratique et acteurs concernés par le programme.

COMMENTAIRE : Commentaire de l'Équipe.

DOCUMENTS DISPONIBLES : Informations complémentaires (ex : coûts, disponibilité).

CONTACT : Les adresses électroniques sont fournies lorsqu'elles sont disponibles (cliquez sur l'adresse pour démarrer votre logiciel de gestion de électroniques; l'adresse mentionnée s'inscrira automatiquement dans le champ prévu à cet effet).

SECTION 1
CONTREVENANTS, VICTIMES, TÉMOINS

TITRE : Entente intersectorielle à l'égard des personnes présentant une déficience intellectuelle ou un trouble envahissant du développement victimes ou contrevenantes, impliquées ou non, dans un processus judiciaire

ORGANISME: CRDITED de la Mauricie et du Centre du Québec, Institut Universitaire

DESRIPTIF: L'entente a pour but de répondre aux besoins des personnes présentant une déficience intellectuelle (DI) ou un trouble envahissant du développement (TED) qu'elles soient victimes d'une situation de violence ou contrevenantes, impliquées ou non dans un processus judiciaire. Cette entente vise donc à favoriser l'exercice d'interventions équitables dans le respect des droits et des besoins particuliers des personnes présentant une DI ou un TED. Elle a deux grands objectifs : 1- S'assurer que la personne présentant une DI ou un TED bénéficie de services d'accueil et d'intervention équitables et adaptés à ses caractéristiques et 2- développer, entre les partenaires des réseaux de la santé et des services sociaux, de la Sécurité publique, de la Justice, des organismes communautaires et autres, des mécanismes de collaboration pour un traitement juste et équitable des personnes présentant une DI ou un TED.

COMMENTAIRES: Ce document permet de comprendre les enjeux relatifs à chaque acteur, leurs missions, leurs responsabilités et les moyens mis en œuvre pour atteindre ces objectifs.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le document de l'entente est disponible gratuitement sur le site internet du CRDITED de la Mauricie et du centre du Québec, Institut Universitaire, en format PDF.

CONTACT: (819) 379-6868

TITRE: Entente de principe: adaptation du système judiciaire et services correctionnels aux personnes présentant une déficience intellectuelle

ORGANISME: CRDI de Québec

DESCRIPTIF: La présente entente de principe vise à répondre au besoin d'adaptation du système judiciaire et des services correctionnels à cette catégorie de la population que sont les personnes ayant une déficience intellectuelle (DI). L'entente poursuit deux grands objectifs :1- intervention adaptée : s'assurer que la personne présentant une DI ayant à vivre une expérience judiciaire ou correctionnelle puisse bénéficier de mesures d'accueil et d'intervention adaptées à ses caractéristiques et favorisant un traitement équitable et 2- partenariat : développer entre les partenaires des réseaux de la sécurité publique, de la justice et de la santé et des services sociaux, secteurs public et communautaire, les mécanismes de collaboration nécessaires à l'atteinte du premier objectif.

COMMENTAIRES: Ce document permet de circonscrire les divers enjeux propres à chaque acteur impliqué dans l'interface entre le milieu de la déficience intellectuelle et celui du système de justice pénale. Il permet de comprendre les missions de chaque acteur et de recenser plusieurs pistes de solutions pour améliorer l'intervention auprès de ces personnes.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le document de l'entente est disponible gratuitement sur le site internet du CRDI de Québec, en format PDF.

CONTACT: <http://www.crdiq.qc.ca/nous-joindre.html>

TITRE: Choisir et agir

ORGANISME: Association du Québec pour l'intégration sociale

DESCRIPTIF: Formation adaptée destinée aux personnes ayant une déficience intellectuelle (DI) qui vise l'acquisition de connaissances sur plusieurs thématiques permettant à la personne de développer ses habiletés. Les principaux thèmes abordés lors de la formation sont : l'amélioration de la communication entre la personne ayant une DI et les personnes qui la côtoient (communiquer ses intentions); la compréhension de notions facilitant la vie en communauté (responsabilités, lois, règlements, droits), la compréhension du système de justice criminelle (différencier le contrevenant de la victime, ce que la loi permet et interdit, les rôles des divers intervenants); l'identification des situations de danger; les façons appropriées de demander de l'aide et les ressources auxquelles la personne peut se référer. Le cours se donne à l'aide de diverses activités, dont des jeux de rôles, des mises en situation et des discussions. La formation est donnée par trois personnes (un parent, une personne ayant une DI et un intervenant des milieux scolaires ou sociaux).

COMMENTAIRES: Formation adaptée aux personnes ayant une DI et axée sur le développement d'habiletés afin que la personne puisse prévenir des situations dangereuses ou réagir à celles-ci lorsqu'elle n'a pu les prévenir. Cette approche, en plus d'être adaptée aux personnes avec une DI, touche l'ensemble des rôles que celles-ci peuvent rencontrer dans le système de justice pénale (victime, témoin et contrevenant).

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le guide de l'élève est disponible gratuitement sur le site de l'AQIS-IQDI en [cliquant ici](#).

CONTACT: L'onglet « contactez-nous » permet d'obtenir les adresses électroniques de plusieurs personnes ressources, dont celle de la conseillère au développement de la recherche et de la formation, madame Danielle Chrétien: dchretien@aqis-iqdi.qc.ca; (514) 725-2245.

TITRE: [Restorative Justice and People with Developmental Disabilities](#)

ORGANISME: [British Columbia Association for Community Living](#)

DESRIPTIF: Ce guide présente l'approche de justice réparatrice et son application au domaine de la déficience intellectuelle. L'approche repose sur la reconnaissance et le redressement du préjudice causé et non sur la punition et le remords. Trois principaux documents sont disponibles en ligne : ils expliquent comment fonctionne la justice réparatrice, la façon dont elle peut s'implanter et les stratégies pour l'adapter aux besoins d'une clientèle ayant une déficience intellectuelle (DI). Les documents présentent les façons dont s'exécute un processus de justice réparatrice : les cercles de guérison, la médiation victime-contrevenant et les rencontres communautaires avec les personnes concernées (traduction libre). Le principe de base est la rencontre des diverses parties impliquées afin de redresser le tort causé et trouver une solution qui ne créera pas de souffrance supplémentaire.

COMMENTAIRES: Approche novatrice initiée dans le cadre de programmes dédiés aux populations autochtones de l'Ouest canadien.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Deux guides sont disponibles en ligne; l'un s'adresse aux professionnels en contact avec des personnes ayant une DI ([disponible en cliquant ici](#)) et l'autre aux professionnels de la justice ([disponible en cliquant ici](#)).

CONTACT: info@bcacl.org

TITRE: **LEGALPIX**

ORGANISME: **Justice Education Society**

DESRIPTIF: Le LEGALPIX est un outil éducatif adapté destiné aux personnes ayant une déficience intellectuelle (DI). Construit autour de symboles et dessins, il illustre les nombreux scénarios et avenues que pourrait rencontrer une personne ayant une DI dans le système de justice canadien. Deux jeux de cartes sont disponibles: le premier a trait au système de justice pénale alors que le second est un outil permettant de préparer les personnes ayant une DI à venir témoigner en cour (en tant que victime ou témoin).

COMMENTAIRES: Outil simple et novateur. Autre outil équivalent au Canada (aussi présenté dans ce répertoire: [Voyons voir... un guide du système de justice pénale](#)).

DOCUMENTS DISPONIBLES: Disponible pour achat sur le site internet de l'organisme, au coût de 5\$, en format CD-Rom ou papier.

CONTACT: info@justiceeducation.ca

TITRE: Resource Program: Sexual Behaviours Clinic

ORGANISME: Community Living Welland Pelham

DESRIPTIF: Ce programme s'adresse principalement aux adultes ayant une déficience intellectuelle (DI) et une problématique liée à leur sexualité (qu'ils soient victimes ou agresseurs). Les responsables utilisent une approche biopsychosociale pour évaluer les besoins de leurs clients et leur proposer la thérapie la plus appropriée. L'organisme offre aussi des formations destinées aux professionnels confrontés aux problématiques sexuelles des personnes ayant une DI. L'équipe multidisciplinaire chargée de soutenir la personne est composée d'un psychiatre, d'un coordonnateur clinique et d'autres supports disponibles dans la communauté (famille, travailleur social, etc.). Plusieurs agences de la région de Niagara Falls, dont Community Living Welland Pelham, ont aussi développé un guide intitulé « Guidelines and Practices for Reporting Sexual Assault for People with Intellectual Disabilities ». Celui-ci n'est pas disponible sur le Web, mais des renseignements plus précis peuvent être demandés par courriel à l'adresse indiquée ci-dessous.

COMMENTAIRES: Ce programme est essentiellement axé sur la prévention des abus sexuels, sur l'éducation sexuelle des personnes ayant une DI, sur la modification des comportements sexuels déviants et sur la formation du personnel.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le guide « Guidelines and Practices for Reporting Sexual Assault for People with Intellectual Disabilities » n'est pas disponible en ligne, il est toutefois possible de contacter l'organisme pour obtenir plus d'information.

CONTACT: debbierichards@cl-wellandpelham.ca, (905) 735-0081

TITRE: Pour une approche inclusive de la justice : mesures d'accueil et de traitement de la déficience intellectuelle au sein du système judiciaire

ORGANISME: Association du Québec pour l'intégration sociale

DESCRIPTIF: L'AQIS fait état dans ce document des programmes, ententes, protocoles, lois, initiatives, rencontres, tables de concertation, formations et pratiques novatrices mis en place par différents organismes depuis 1999 au Québec en ce qui concerne l'interface DI-Justice. Ce document fait suite à un document précédent, rédigé en 1999, qui contenait plusieurs recommandations. Il fait le bilan de la situation actuelle et des changements apportés (ou non), identifie les acteurs clés, leurs rôles les points à améliorer et propose des recommandations. L'exercice permet de se faire une idée de l'offre de services et des initiatives québécoises sur la question. Il recense aussi la plupart des acteurs impliqués dans ce dossier.

COMMENTAIRES: Ce rapport est une référence au Québec sur la question de l'interface DI-Justice; il est le seul dans son genre et est particulièrement étoffé. Ses très nombreuses recommandations touchant à l'ensemble des milieux concernés (policiers, tribunaux, services correctionnels, milieux de la réhabilitation et de la réinsertion des contrevenants, milieux de la santé, etc.) le rendent particulièrement utile pour les décideurs.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le volumineux document (320 pages) est disponible gratuitement et téléchargeable en format PDF à partir du site de l'AQIS. Un second document recensant les axes de recommandations adoptés par le conseil d'administration de l'AQIS le 6 septembre 2008 est accessible en [cliquant ici](#). L'AQIS propose aussi un outil destiné aux policiers : une carte de consignes à suivre lorsqu'ils entrent en contact avec une personne présentant une DI, elle est disponible en [cliquant ici](#).

CONTACT: L'onglet « contactez-nous » permet d'obtenir les adresses électroniques de plusieurs personnes ressources, dont celle de la conseillère au développement de la recherche et de la formation, madame Danielle Chrétien: dchretien@aqis-iqdi.qc.ca

TITRE: [Le Registre des autistes](#)

ORGANISME: [Service de police d'Ottawa](#)

DESCRIPTIF: Le service de police d'Ottawa a créé un registre des personnes ayant un trouble du spectre de l'autisme en collaboration avec le bureau d'autisme Ontario à Ottawa. Le registre permet aux policiers d'avoir rapidement accès à plusieurs informations pertinentes sur la personne qu'ils interpellent. Ces renseignements portent sur l'identification de la personne, les caractéristiques (non-verbale, comment l'approcher, comment désamorcer une situation, etc.). On propose aussi l'apposition d'autocollants dans les fenêtres des résidences informant les policiers de la présence d'une personne inscrite au registre. L'inscription de ce registre est volontaire.

COMMENTAIRES: Le registre d'identification et de prévention n'est encore qu'un projet pilote, mais semble suivre le mouvement d'implantation de services similaires aux États-Unis.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Un court descriptif est disponible sur le site internet du service de police. Le formulaire d'inscription est aussi disponible en ligne.

CONTACT: ottawa@autismontario.com et coburnz@ottawapolice.ca

TITRE: **Autism Alert Training**

ORGANISME: **Autism Alliance for Local Emergency Responder Training**

DESCRIPTIF: Cette organisation a créé plusieurs modules de formation s'adressant aux services d'urgence; un de ceux-ci concerne spécifiquement les forces de l'ordre. Ces séances couvrent plusieurs sujets: les signes permettant d'identifier les personnes ayant un trouble du spectre de l'autisme (TSA), les façons appropriées d'interagir avec elles (comment les approcher, empêcher l'escalade du conflit, communiquer efficacement, évaluer les besoins et les stratégies pour transporter prudemment la personne). On y propose aussi des scénarios et des approches pour interviewer, interroger et placer sous garde la personne ayant un TSA. La formation se termine par des conseils sur les façons de développer des partenariats dans la communauté.

COMMENTAIRES: Organisme proposant des formations adaptées aux différents types de premiers répondants. Le volet policier a l'originalité de donner des conseils quant à l'ensemble des interactions possibles entre le policier et la personne ayant un TSA – soit victime, témoin ou contrevenant – tout en proposant des solutions à des problèmes très spécifiques (par exemple, comment transporter ou incarcérer la personne ayant un TSA).

DOCUMENTS DISPONIBLES: La formation est sommairement décrite sur le site internet de l'organisme.

CONTACT: <http://www.autismalert.org/contact/>

TITRE: [The Autism and Law Enforcement Education Coalition](#)

ORGANISME: [Family Autism Center: South Norfolk County ARC](#)

DESCRIPTIF: Cette formation a pour objectif d'améliorer la compréhension qu'ont les forces de l'ordre et les services d'urgence des personnes ayant un trouble du spectre de l'autisme pour ensuite leur donner des outils pour évaluer le risque dans une situation donnée. Elle repose sur l'utilisation de cours magistraux et de films de formation. Les formateurs sont des premiers répondants ayant préalablement acquis les connaissances nécessaires pour donner la formation.

COMMENTAIRES: Cette formation à l'originalité d'être donnée par des policiers.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le dépliant de la formation est disponible en format PDF sur le site de l'organisation.

CONTACT: dwood@snarc.org

TITRE: [Police Response to People with Disabilities](#)

ORGANISME: [Information and Technical Assistance on the American with Disabilities Act](#)

DESRIPTIF: Le Département de la justice des États-Unis a créé une série de films destinée aux policiers. Traitant des diverses clientèles que ceux-ci peuvent rencontrer dans le cadre de leurs fonctions, ces films abordent plusieurs types de limitations, un des segments concerne spécifiquement le contact policier avec une personne ayant une déficience intellectuelle (DI). On y explique rapidement les particularités des contacts avec des personnes ayant une DI, par exemple les interactions entre un policier et un témoin ayant une DI.

COMMENTAIRES: Court film expliquant brièvement les caractéristiques des personnes ayant une DI.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Les films sont gratuits et accessibles en ligne.

CONTACT: 1-800-514-0301

TITRE: Law enforcement Awareness of Disabilities

ORGANISME: Commission on Peace Officer Standards & Training

DESCRIPTIF: Ce film de 120 minutes est destiné aux gestionnaires travaillant pour les forces de l'ordre désirant bénéficier d'une formation pour préparer leurs officiers à faire face à des situations où ils doivent interagir avec des personnes en situation de handicap. Le film traite des sujets suivant : les diverses situations de handicaps, les caractéristiques qui permettent de les reconnaître, les stratégies de communication à adopter selon les différents types de handicap et selon les divers rôles que la personne peut jouer dans le système de justice pénale (victime, témoin et suspect). Il explique aussi la terminologie propre au mouvement People First de même que les caractéristiques des personnes ayant des traumatismes cérébraux.

COMMENTAIRES: Il s'agit d'un des rares films s'adressant aux forces de l'ordre qui est à la fois élaboré et récent. Par contre, peu d'informations sont disponibles sur le site.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le film est surtout destiné aux organisations américaines et il est nécessaire de faire partie des forces de l'ordre pour le commander. Il est impossible de passer une commande en ligne si l'agence ne provient pas de Californie. Il est vendu pour la somme de 99\$ US.

CONTACT: Ce lien Web contient tous les contacts téléphoniques et électroniques nécessaires pour communiquer avec l'organisation: <http://post.ca.gov/directory-and-reference-guide.aspx>

TITRE: Autism Training and Resources for Law Enforcement, Emergency First Responders, Parents, Educators, Care Providers and the Autism Community

ORGANISME: Dennis Debbaudt's Autism Risk Management

DESCRIPTIF: Ce site internet contient un très grand nombre de ressources concernant les premiers répondants et les personnes ayant un trouble du spectre autistique (TSA). L'auteur du site donne des conférences, des séances de formation à travers le monde, vend plusieurs films et y propose plusieurs documents (cartes d'identification, guides et dépliants de conseils destinés aux parents, aux forces de l'ordre, aux médias, aux organisations venant en aide aux personnes ayant un TSA, aux professionnels du système judiciaire pour adolescents, etc.).

COMMENTAIRES: Dennis Debbaudt a une réputation bien établie en ce qui concerne la question des contacts policiers et des personnes ayant un TSA. Il a donné de très nombreuses conférences et formations à plusieurs organisations (correctionnelles, policières, communautaires, etc.). Son site contient plusieurs films.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Les dépliants d'informations sont offerts gratuitement sur le site de Dennis Debbaudt. Les films de même que le livre *Autism, Advocates, and Law Enforcement Professionals* sont vendus sur le même site.

CONTACT: ddpi@flash.net

TITRE: [Safety Zone: Cops Talk](#)

ORGANISME: [Portland Police Bureau](#)

DESCRIPTIF: Cette formation adaptée est destinée aux personnes ayant une déficience intellectuelle (DI) et vise à les éduquer sur divers sujets touchant à la justice pénale. Elle est centrée sur les contacts de ces personnes avec les policiers. Elle est donnée par un policier en uniforme accompagné d'un formateur civil provenant d'une autre agence gouvernementale (services en déficience intellectuelle, école spécialisée, etc.). Cette formation contient 26 leçons différentes qui forment un cursus complet sur la question des contacts entre la police et les personnes ayant une DI. Le matériel est conçu pour s'adapter aux personnes bénéficiant du cours, le formateur peut donc ajuster le contenu en fonction du groupe.

COMMENTAIRES: Cette formation traite principalement de la prévention de situations conflictuelles pouvant mener à un contact avec les forces policières et aux interactions subséquentes avec celles-ci si le contact n'a pu être prévenu.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Manuel du formateur de 26 pages, gratuit et disponible en ligne en [cliquant ici](#).

CONTACT: (503) 823-0259. Aucune adresse courriel n'est fournie sur le site.

TITRE: Autism training DVD for Police Officers

ORGANISME: Sahara Cares

DESCRIPTIF: Cet organisme a produit un film à l'intention des policiers afin de les préparer aux contacts avec les personnes ayant un trouble du spectre autistique (TSA). L'objectif est de conscientiser les policiers à l'augmentation de la prévalence de l'autisme dans les communautés. Il explique des façons de reconnaître certaines caractéristiques des personnes ayant un TSA afin de mieux les identifier et donne quelques suggestions sur les moyens d'interagir avec eux.

COMMENTAIRES: Le film est construit sous la forme de mises en situation commentées par des policiers et des professionnels expliquant les diverses étapes à suivre pour réagir adéquatement et efficacement avec les personnes ayant un TSA.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Un court extrait est disponible sur le site de l'organisme. Le DVD peut être acheté sur le site de l'organisme, mais peut aussi être offert gratuitement aux organisations pouvant en bénéficier.

CONTACT: <http://www.saharacares.net/contact.htm>

TITRE: [Clear Talk](#)

ORGANISME: [Criminology Research Council](#)

DESRIPTIF: L'organisation a subventionné la conception d'une formation pour faciliter les échanges entre les personnes ayant une déficience intellectuelle (DI) et les policiers. Le document produit est découpé en deux parties. La première comprend un rapport faisant état des problèmes actuels en matière de communication entre les forces de l'ordre et les personnes ayant une DI. L'objectif est de construire des outils en fonction des résultats de ce rapport. Les recommandations tournent autour des enjeux relatifs aux problèmes de communication, aux stéréotypes et aux problèmes liés aux outils précédemment utilisés. La seconde contient la formation et les outils qui y sont rattachés. Elle est divisée en cinq modules : la reconnaissance de l'impact de la déficience intellectuelle sur une personne, les perceptions qu'ont les personnes ayant une DI, les façons efficaces de formuler des questions en présence de personnes ayant une DI, l'utilisation d'une méthode pour améliorer la communication (ACE: Assessment of Communicative Effectiveness) et enfin, dans le dernier module, l'amélioration de la réponse policière (notamment avec la notion de « responsable policing » qui consiste à repérer l'aide appropriée pour évaluer correctement les besoins de la personne).

COMMENTAIRES: Cette formation comprend le rapport et l'ensemble des modules. La première section est rédigée sous la forme d'un rapport alors que la seconde contient les exercices, mises en situation et informations sur les méthodes de communication préconisées.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le document est disponible gratuitement en format PDF sur le site de l'organisation.

CONTACT: crc@aic.gov.au

TITRE: L.E.A.N. on US

ORGANISME: Law Enforcement Awareness Network

DESRIPTIF: L'objectif de cette formation est de répondre plus efficacement aux situations de crises et aux besoins des personnes ayant une déficience intellectuelle ou un trouble envahissant du développement et qui sont à risque de faire face au système de justice pénale. Elle est centrée sur la formation des services d'urgence et sur la diffusion d'outils pratiques permettant de mieux préparer les professionnels des forces de l'ordre aux contacts avec les personnes ayant des incapacités. Un volet traite aussi des particularités des interventions auprès des personnes ayant un trouble du spectre de l'autisme (« appropriate response, appropriate preparedness »). Cette formation s'offre en une journée et se termine par une rencontre entre les professionnels formés et les personnes qu'ils servent dans la communauté. Le site offre aussi plusieurs outils gratuits : des modèles de cartes d'identification pour enfants et pour adultes, un court document PDF sur la violence conjugale, une carte offrant des conseils aux services d'urgence lorsqu'ils doivent répondre aux besoins d'une personne ayant un trouble du spectre de l'autisme, une liste de DVD traitant des contacts entre les personnes vulnérables et la justice pénale, une fiche de données pertinentes sur la personne en situation de handicap afin d'aider les services d'urgence à adapter leurs interventions, etc.

COMMENTAIRES: Le site propose de nombreux outils sous l'onglet [resources&info](#) ([disponible en cliquant ici](#)); ceux-ci sont centrés sur des conseils pratiques, très concrets, permettant d'adapter l'intervention initiale auprès de personnes vulnérables (principalement des personnes ayant une DI ou un trouble du spectre de l'autisme).

DOCUMENTS DISPONIBLES: De très nombreux outils et guides sont disponibles gratuitement et téléchargeables sur le site en version PDF.

CONTACT: help@leanonus.org

TITRE: Autism: a Guide for Criminal Justice Professionals

ORGANISME: The National Autistic Society

DESCRIPTIF: Ce guide fournit de l'information aux professionnels des milieux judiciaires (policiers, agents de probation, avocats, juges) sur la question de l'autisme. Il a été construit par des professionnels travaillant avec des personnes ayant un trouble du spectre de l'autisme. Il est divisé en six sections: 1- qu'est-ce que l'autisme?; 2- l'importance d'identifier ces personnes lorsque les professionnels du milieu judiciaire entrent en contact avec elles; 3- les problèmes qui peuvent survenir lorsqu'une personne ayant un trouble du spectre de l'autisme est confrontée au système de justice pénale ou à des situations pouvant mener à un tel contact (peur, anxiété, fuite, problèmes de communication, manque de crédibilité de la victime, vulnérabilité); 4- les façons d'identifier ces personnes lorsqu'on doit travailler avec elles; 5- comment engager une communication efficace avec celles-ci et comment les interroger ou interviewer; et 6- on propose un outil (une carte d'identification) permettant de simplifier la détection d'un trouble du spectre de l'autisme chez une personne.

COMMENTAIRES: Guide d'une trentaine de pages informant les professionnels sur les principales caractéristiques d'une personne ayant un trouble du spectre de l'autisme. On y retrouve de nombreux témoignages et exemples permettant de comprendre la perspective d'une personne ayant un trouble du spectre de l'autisme ainsi que les stratégies à adopter pour communiquer efficacement avec ces personnes.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le guide est disponible gratuitement sur le site internet de la National Autistic Society en format PDF.

CONTACT: info@nas.org.uk

TITRE: Commonly Asked Questions About The ADA and Law Enforcement

ORGANISME: US Department of Justice: American With Disabilities Act

DESRIPTIF: Le Département de la Justice des États-Unis a créé une foire aux questions (FAQ) sur son site internet pour informer les forces de l'ordre sur plusieurs aspects du « Americans with Disabilities Act ». On retrouve des réponses éclairantes aux questions les plus fréquemment posées par les représentants des forces de l'ordre sur cette importante pièce de législation américaine. Le guide explique ce qu'ils doivent faire pour permettre aux personnes en situation de handicap de bénéficier de leurs services sans être victimes de discrimination. Quelques-unes des questions traitent de la déficience intellectuelle et des stratégies d'adaptation à employer pour tenir compte de leurs besoins.

COMMENTAIRES: Le guide ne traite pas que de la déficience intellectuelle, mais donne plusieurs exemples d'accommodements et d'adaptations que peuvent effectuer les forces de l'ordre pour répondre aux divers besoins des populations vulnérables ou en situation de handicap.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le guide, rédigé sous la forme de questions-réponses, est disponible gratuitement sur le site internet de l'ADA.

CONTACT: <http://www.justice.gov/crt/dssec.php>

TITRE: [Guidance on Responding to People with Mental Ill Health or Learning Disabilities](#)

ORGANISME: [National Policing Improvement Agency](#)

DESRIPTIF: Ce document de 220 pages se veut un guide de références et de formation pour les policiers lorsqu'ils doivent intervenir auprès de personnes ayant des problèmes de santé mentale ou des difficultés d'apprentissage. Il est divisé en huit sections. On y définit les termes utilisés, les principales limitations et problèmes de santé mentale auxquels peuvent être confrontés les officiers dans le cadre de leurs fonctions. On y propose aussi des lignes directrices, des techniques de dépistage sommaire et d'intervention. Les grands principes supportant ces pratiques sont aussi expliqués et justifiés en fonction des législations relatives aux personnes en situation de handicap en place au Royaume-Uni. Des conseils pratiques, applicables sur le terrain, sont suggérés aux agents de la paix. Le document traite d'un très grand nombre de situations où un agent de la paix entre en contact avec ces populations vulnérables. Un accent particulier est mis sur l'adaptation de la réponse policière aux besoins de ces personnes et sur l'implication des agences spécialisées (services sociaux, etc.). Le but est d'améliorer la sécurité publique et la qualité de vie des personnes vulnérables.

COMMENTAIRES: Très pertinent, notamment au sujet de la réponse policière face à ces populations vulnérables. Il aborde les aspects sanitaires, légaux, psychologiques, intersectoriels et plusieurs autres thèmes rarement considérés lorsqu'il est question du contact des policiers avec les personnes ayant une déficience intellectuelle (DI). Un incontournable en matière de formation policière, il est aussi muni d'interliens qui facilitent grandement son utilisation.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le document est disponible gratuitement en format PDF.

CONTACT: enquiries@npia.pnn.police.uk

TITRE: [Autism and Law Enforcement](#)

ORGANISME: [Autism Society of Maine](#)

DESRIPTIF: L'organisme a créé une série de guides destinée aux procureurs, premiers répondants et parents de personnes ayant un trouble du spectre de l'autisme. Le premier est une fiche d'informations remplie par les parents et transmise aux autorités compétentes afin de les guider dans leurs interventions avec l'enfant ou l'adulte ayant un trouble du spectre autistique (TSA). Deux autres documents fournissent des conseils sur certains sujets à traiter avec leurs enfants à propos des premiers répondants (policiers, ambulanciers et pompiers). Un quatrième propose une série de questions à poser par les répartiteurs des services d'urgence lorsqu'ils sont informés qu'une des personnes requérant de l'aide a un TSA. Le dernier document est un dépliant de quatre pages destiné aux procureurs, cernant rapidement les caractéristiques des personnes ayant un TSA, l'impact que celles-ci peuvent avoir dans un cadre pénal (interrogatoires, sentences) et propose quelques recommandations sur des mesures à implanter pour que les droits des victimes, des témoins et des contrevenants soient respectés.

COMMENTAIRES: Plusieurs de ces guides pratiques sont rédigés sous forme de listes. Il s'agit de la seule ressource ayant identifié le besoin de former et d'outiller les répartiteurs des services d'urgence sur la question du TSA.

DOCUMENTS DISPONIBLES: L'ensemble des documents décrits est disponible gratuitement en format PDF sur la page Web de l'organisme.

CONTACT: rmb@mep.uscourts.gov

TITRE: [Partners in Justice](#)

ORGANISME: [The Arc of North Carolina](#)

DESRIPTIF: L'organisme a créé plusieurs guides et outils contenant des informations pertinentes pour les professionnels des forces de l'ordre (juges, procureurs, policiers, employés travaillant dans le système de justice pour adolescents), mais aussi pour les services sociaux et les familles de personnes ayant une déficience intellectuelle (DI). Ils ont pour but d'éduquer ces divers acteurs sur les spécificités de la DI et du système de justice pénale. Une partie du site est consacrée aux personnes ayant une DI, plusieurs documents leur sont destinés, ils ont été adaptés afin de faciliter la compréhension des enjeux entourant le système de justice pénale (carte d'informations pour guider la personne en cas d'arrestation, conseils touchant à l'*empowerment* et à l'évitement des situations dangereuses ou pouvant mener à la victimisation). Trois présentations PowerPoint (toujours adaptées aux personnes ayant une DI) expliquent les rouages du système judiciaire, les lois et les comportements appropriés à adopter en communauté et enfin les endroits à éviter.

COMMENTAIRES: Le site contient de nombreux documents, dont des présentations PowerPoint et des dépliants qui résument les sujets concernant les acteurs judiciaires et des services sociaux.

DOCUMENTS DISPONIBLES: L'ensemble des documents est offert gratuitement sur le site de l'organisme.

CONTACT: MarianHartman@nc.rr.com ou Ann-Elmore@nc.rr.com

TITRE: [Temple University Institute on Disabilities Advocacy: Publications](#)

ORGANISME: [Temple University Institute on Disabilities](#)

DESRIPTIF: Le site de l'institut décrit sommairement plusieurs guides, formations et outils ayant trait à l'interface DI-Justice. Plusieurs guides sont disponibles et traitent des thèmes suivants: explication des processus judiciaires, assistance aux victimes d'actes criminels présentant une déficience intellectuelle (DI), matériel de formation pour les intervenants judiciaires sur la DI, dépistage d'agressions ou d'abus sexuels, outils de prévention des abus sexuels pour les personnes ayant une DI, droits des victimes et des témoins ayant une DI. On y traite surtout de la formation s'adressant aux intervenants judiciaires, plus particulièrement ceux travaillant dans les tribunaux. On retrouve également quelques documents touchant à des questions d'intérêt général sur la question DI-Justice.

COMMENTAIRES: Cette ressource Web permet d'obtenir du matériel pédagogique sur plusieurs sujets concernant l'interface DI-Justice. Une dizaine de documents pertinents sont vendus sur le site de l'institut. Les documents traitant du système de justice pénale sont disponibles à la moitié de la page Web identifiée par le lien précédent.

DOCUMENTS DISPONIBLES: De nombreux guides sont disponibles pour achat sur le site de l'organisme. Seuls quelques résumés sont gratuits.

CONTACT: iod@temple.edu

TITRE: [Temple University Institute on Disabilities Advocacy Catalogue](#)

ORGANISME: [Temple University Institute on Disabilities](#)

DESRIPTIF: Le site de l'institut propose un catalogue d'outils, de formations et de guides sur le système de justice pénale. Le premier est un film éducatif sur le processus judiciaire en Pennsylvanie tel que vu par les représentants des forces de l'ordre; il s'adresse aux acteurs qui désirent approfondir leurs connaissances sur la question. Deux autres documents sont construits pour aider les avocats et le personnel des forces de l'ordre à comprendre les besoins des personnes ayant une déficience intellectuelle (DI). Ils ont aussi produit une série de guides recensant les informations pertinentes pour chaque acteur qui risque d'être impliqué dans le système de justice pénale lorsqu'une personne ayant une DI entre en contact avec ce système. Le dernier guide traite des abus sexuels commis sur les personnes ayant une DI.

COMMENTAIRES: Cette ressource Web permet d'obtenir du matériel pédagogique sur plusieurs sujets concernant le croisement DI-Justice.

DOCUMENTS DISPONIBLES: De nombreux guides et outils sont disponibles pour achat sur le site de l'organisme.

CONTACT: iod@temple.edu

TITRE: Égalité des droits pour tous! Accès à la justice et aux droits pour les personnes handicapées intellectuelles

ORGANISME: Inclusion Europe

DESRIPTIF: Cette organisation a rédigé un guide traitant des droits des personnes ayant une déficience intellectuelle dans les pays membres de l'Union européenne. On aborde les normes de base en matière de droits, la préservation de la capacité comme objectif, le rôle des assistants juridiques, l'accès aux services administratifs et judiciaires, les relations entre les personnes ayant une déficience intellectuelle (DI) et le système de justice pénale, les mesures implantées pour garantir les droits et un traitement non discriminatoire des personnes ayant une DI dans ces diverses instances. On retrouve plusieurs recommandations sur les mesures à implanter et des orientations pour les organisations concernées par la question du droit des personnes en situation de handicap.

COMMENTAIRES: Ce document permet de se faire rapidement une idée générale de la situation prévalant dans les pays de l'Union européenne et des orientations que l'organisme souhaite que ceux-ci adoptent.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le document est disponible gratuitement sur le site de l'organisation en format PDF.

CONTACT: secretariat@inclusion-europe.org

TITRE: [Take me HOME](#)

ORGANISME: [Autism Society of America](#)

DESCRIPTIF: Ce registre d'identification et de prévention est en fait une banque de données informatisées développée par le Pensacola Police Department contenant des informations sur des personnes vulnérables. Ces personnes s'inscrivent au système sur une base volontaire et enregistrent ensuite les informations suivantes dans la base de données policières : photo numérisée, description physique et personne contact. Des parents peuvent signaler rapidement la disparition de leur enfant (information qui est ensuite retransmise aux autopatrouilles) et les forces de l'ordre sont en mesure de faire des recherches dans le système afin de retrouver rapidement les coordonnées des aidants. Ce programme fut mis en place suite à des séances de sensibilisation sur l'autisme suivies par un des policiers du département et se veut une réponse aux problèmes de communication entre le policier et les personnes qu'il rencontre.

COMMENTAIRES: Ce registre permet de rapidement identifier une personne qui est incapable de le faire par elle-même et de faire parvenir rapidement l'information aux premiers répondants lorsqu'une personne manque à l'appel.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Court descriptif du programme disponible en ligne.

CONTACT: Jdonohoe@ci.pensacola.fl.us

TITRE: Project Lifesaver

ORGANISME: Project Lifesaver

DESRIPTIF: L'objectif de ce service d'identification et de prévention est de réduire le temps d'attente pour retrouver ou secourir des personnes ayant certaines caractéristiques particulières (autisme, Alzheimer, démence, déficience intellectuelle, etc.). Le système fonctionne à l'aide de petits transmetteurs attachés à la personne (au poignet ou à la cheville) qui permettent de diminuer significativement le temps requis pour retrouver la personne (moyenne de 30 minutes). Le projet est utilisé par plusieurs agences de premiers répondants en Amérique du Nord.

COMMENTAIRES: Service original, il bénéficie d'une large diffusion. Il est notamment utilisé en Ontario.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Descriptif du programme disponible en ligne en format Web.

CONTACT: <http://projectlifesaver.org/Lifesaver/get-involved/contact-us/>

[RETOUR À LA PAGE : SECTIONS DU RÉPERTOIRE](#)

SECTION 2: CONTREVENANTS

TITRE: Programme comportements sexuels inappropriés et troubles graves de la sexualité chez les personnes présentant une déficience intellectuelle

ORGANISME: CRDI de la Mauricie

DESCRIPTIF: Ce CRDI propose un guide au format Web construit par trois professionnels sensibles aux problématiques sexuelles des personnes ayant une déficience intellectuelle (DI). Le guide contient des références et des informations pratiques permettant d'orienter les décisions des intervenants et des cadres ayant à gérer des programmes où la déficience intellectuelle et les pratiques sexuelles inappropriées se croisent. Il fournit des informations sur plusieurs aspects des troubles de la sexualité: philosophie d'intervention, objectifs visés, concepts-clés, notion de risque et méthode d'évaluation sommaire de celui-ci, typologie des troubles de la sexualité, pistes d'interventions, les problèmes organisationnels et intersectoriels (éviter les ruptures de services, etc.) et des coordonnées d'organismes offrant des services dans ce domaine.

COMMENTAIRES: Référence incontournable en la matière au Québec, le site Web est convivial et donne accès à une multitude d'informations sur l'ensemble de la problématique.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Informations et guides gratuits en ligne en format Web.

CONTACT: carole_boucher_csdi@sss.gouv.qc.ca, yclaveau@videotron.ca, gaetan.tremblay@sss.gouv.qc.ca (adresses des trois professionnels ayant participé à la création de cet outil).

TITRE: Programme d'accompagnement justice-santé mentale (PAJ-SM) à Montréal

ORGANISME: Cour municipale de la Ville de Montréal

DESCRIPTIF: Le programme d'accompagnement justice-santé mentale à la cour municipale de la Ville de Montréal s'inscrit de la lignée des programmes de déjudiciarisation pour les personnes présentant des problèmes de santé mentale, une déficience intellectuelle ou des troubles envahissants du développement et qui font face à des accusations mineures. Il s'agit d'un programme à caractère social qui vise à permettre un traitement plus uniforme et cohérent des dossiers; éviter le recours à l'incarcération et favoriser l'encadrement et le suivi psychosocial/médical dans la collectivité; assurer un suivi de manière à diminuer les risques de récidives; réduire la période passée en détention aux fins d'évaluation psychiatrique. Leur mandat couvre les personnes qui ont un problème de santé mentale et/ou une déficience intellectuelle et/ou des troubles envahissants du développement.

COMMENTAIRES: Ce programme de déjudiciarisation et de dépenalisation, situé à Montréal, suit l'exemple de plusieurs tribunaux de ce type déjà instaurés un peu partout en Amérique du Nord.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Court descriptif disponible en ligne sur le site internet de l'institut universitaire en santé mentale Douglas.

CONTACT: cour-municipale@ville.montreal.qc.ca

TITRE: NorthStar Program

ORGANISME: Services correctionnels du Canada

DESCRIPTIF: Ce programme s'adresse aux agresseurs sexuels ayant une déficience intellectuelle qui sont incarcérés dans un pénitencier canadien. À l'aide d'une équipe multidisciplinaire, on tente de réhabiliter ces personnes avec une approche cognitivo-comportementale adaptée à leurs capacités. L'objectif est de modifier les comportements de ces personnes et de leur en faire adopter d'autres, plus valorisants et appropriés. Ces interventions se font en groupes ou en rencontres individuelles, elles comprennent aussi des traitements médicaux (biochimiques) et des thérapies « aversives » (exposant le patient à un stimulus tout en associant ce dernier avec une expérience désagréable: par exemple, une odeur désagréable avec un stimulus non désirable socialement). Ce programme est surtout axé sur la prévention de la récidive.

COMMENTAIRES: Modèle traditionnel de traitement des agresseurs sexuels adapté pour les personnes ayant une DI. Axé sur la responsabilisation du contrevenant et sur la modification du comportement.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Un descriptif de quelques pages du programme NorthStar est disponible en ligne.

CONTACT: Un formulaire en ligne est disponible pour contacter les services correctionnels canadiens: <http://www.csc-scc.gc.ca/text/cont-fra.shtml>

TITRE: Les droits judiciaires des accusés ayant une déficience intellectuelle

ORGANISME: Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

DESRIPTIF: Ce rapport de plus de 30 pages traite essentiellement des droits des personnes ayant une déficience intellectuelle (DI) qui doivent faire face à la justice en tant que suspects ou accusés. Rédigé conjointement par les services correctionnels canadiens et la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, ce document offre une analyse de l'impact des diverses étapes du système judiciaire sur le suspect ou l'accusé ayant une DI. On y identifie les mécanismes actuellement en place, leurs forces et plusieurs de leurs faiblesses. On retrouve aussi plusieurs recommandations qui touchent surtout à la législation. Notamment, les auteurs suggèrent l'utilisation au Québec de protocoles d'ententes signés en Ontario et en Nouvelle-Écosse qui régissent les activités des forces de l'ordre lorsqu'ils entrent en contact avec des suspects ou des accusés ayant une DI, ou encore l'adoption des mesures prévues dans la loi sur les jeunes contrevenants pour les personnes ayant une DI.

COMMENTAIRES: Un des rares documents traitant des aspects légaux (et qui tient compte de la spécificité canadienne) touchant les personnes accusées ayant une DI. Il propose des avenues intéressantes, telles l'utilisation et l'adaptation de la loi pour les jeunes contrevenants aux particularités des personnes ayant une DI.

DOCUMENTS DISPONIBLES: PDF gratuit et accessible à partir du site internet de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

CONTACT: Un formulaire Web fournit les coordonnées pertinentes pour obtenir un complément d'information: <http://www2.cdpcj.qc.ca/coordonnees/Pages/default.aspx>

TITRE: Personnes souffrant de déficience intellectuelle incarcérées pour des délits criminels

ORGANISME: Services correctionnels canadiens

DESRIPTIF: Les Services correctionnels canadiens et l'Association du Québec pour l'intégration sociale ont créé ce rapport de 60 pages abordant les principaux aspects du traitement des personnes ayant une déficience intellectuelle (DI) qui sont incarcérées. Voici les principaux thèmes abordés dans ce document: dépistage, lien entre DI et comportements criminels, prévalence, expérience carcérale des personnes ayant une DI, adaptation des milieux de garde aux caractéristiques des personnes ayant une DI, perspectives de recherche. Les chapitres traitent surtout des problèmes auxquels font face les contrevenants ayant une DI lorsqu'ils sont confrontés au système de justice pénale. Le document passe aussi en revue plusieurs modèles de traitement et programmes en soulignant les points forts et faibles.

COMMENTAIRES: Document de 60 pages traitant des principaux aspects de la judiciarisation et de l'incarcération des personnes ayant une DI. Il couvre plusieurs aspects du phénomène (désinstitutionnalisation, stigmatisation, réinsertion, adaptation du système, renvoi vers le système de santé, etc.).

DOCUMENTS DISPONIBLES: Informations et guides sont gratuits en ligne en format Web.

CONTACT: Un formulaire en ligne est disponible pour contacter les services correctionnels canadiens: <http://www.csc-scc.gc.ca/text/cont-fra.shtml>

TITRE: Programme d'encadrement clinique et d'hébergement

ORGANISME: Programme d'encadrement clinique et d'hébergement

DESRIPTIF: Leurs pratiques d'intervention consistent à aider les femmes et les hommes de dix-huit ans et plus, vivant des problématiques multiples (santé mentale, judiciarisation, toxicomanie, instabilité résidentielle) afin que ces personnes trouvent une réponse personnelle à l'ensemble de leurs besoins et qu'elles redécouvrent un pouvoir d'action dans toutes les sphères de leur vie. Ils offrent plusieurs services, un de ceux-ci est centré sur les situations de crises et disponible 24/7. Voici les objectifs de ce volet du programme Pech: offrir aux patrouilleurs de la Ville de Québec et de la SQ, dans le cadre de l'application de la loi P-38.001, un service 24/7 d'intervention pour toute crise psychosociale ou psychiatrique; prévenir l'incarcération et la judiciarisation des personnes qui vivent avec un problème de santé mentale sur le territoire de la Ville de Québec et de la région et contribuer à la formation des patrouilleurs au sujet des problématiques de santé mentale. Ils offrent aussi de la formation sur les sujets suivants: offrir des formations dans les domaines propres à leurs compétences: l'intervention axée sur les forces, la crise, la santé mentale, l'application de la loi P-38.001, etc. Le mandat de l'organisation couvre les personnes qui ont un problème de santé mentale et/ou une déficience intellectuelle et/ou des troubles envahissants du développement.

COMMENTAIRES: Programme axé sur la déjudiciarisation des personnes ayant une déficience intellectuelle ou des problèmes de santé mentale. Ils offrent un service de crise qui permet l'hébergement temporaire de la personne après l'intervention de l'équipe de PECH en soutien aux policiers.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Un court descriptif des divers volets du programme est disponible en ligne de même que plusieurs documents (rapports annuels, évaluations de programmes, etc.) qui sont accessibles [en cliquant ici](#).

CONTACT: pech@qc.aira.com

TITRE: Urgence Psychosociale-Justice (UPS-J)

ORGANISME: CSSS Jeanne-Mance

DESCRIPTIF: L'équipe Urgence Psychosociale-Justice (UPS-J) a le mandat d'éviter la judiciarisation des personnes qui ont un problème de santé mentale et/ou une déficience intellectuelle et/ou des troubles envahissants du développement. UPS-J est aussi l'instance régionale désignée pour estimer la dangerosité d'une personne, en lien avec son état mental, conformément à la *Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elle-même ou pour autrui* (Loi P-38.001). UPS-J offre un service d'intervention d'urgence sur l'ensemble du territoire montréalais à ses différents partenaires (SSS, SPVM, MSP, réseau communautaire, etc.). UPS-J intervient auprès des personnes de 14 ans et plus, dans un délai d'environ 20 minutes sur les lieux de l'événement, que ce soit dans leur milieu de vie, dans un organisme communautaire ou au poste de police.

COMMENTAIRES: Programme novateur permettant d'offrir un appui aux policiers devant répondre à des situations où ils doivent répondre aux besoins particuliers des personnes auprès desquelles ils interviennent. Il est axé sur la déjudiciarisation et la dépénalisation.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Aucun descriptif ou site internet n'est disponible pour ce service, il a tout de même été inclus dans le répertoire, car il propose une pratique novatrice qui est aussi offerte dans la région de Québec.

CONTACT: <http://www.csssjeannemance.ca/fr/qui-sommes-nous/pour-nous-joindre/>

TITRE: Protocol between Corrections Victoria Department of Justice and Disability Services

ORGANISME: Department of Justice Victoria

DESCRIPTIF: Les deux organisations ont signé une entente de collaboration afin de répondre aux nombreux enjeux résultant des contacts entre les deux services. Les objectifs sont de clarifier les rôles et responsabilités de chacun (par exemple: qui est responsable du respect des conditions de probation, l'intervenant ou le client?), de promouvoir la communication entre les deux services, de donner de l'information sur les lignes directrices et l'accès aux services, de s'assurer de la présence et de la qualité des services donnés aux contrevenants en situation de handicap et de développer des protocoles d'ententes semblables au niveau local. On décrit les principales avenues juridiques possibles, les façons d'intégrer les organisations pour éviter les ruptures de services et les programmes disponibles pour les contrevenants en situation de handicap. Le protocole touche aussi aux règles administratives pouvant avoir un impact sur la prestation de services qu'obtient la personne en situation de handicap qui est judiciairisée (par exemple l'octroi de permissions de visites ou d'appels téléphoniques pour les intervenants désirant visiter leurs clients incarcérés).

COMMENTAIRES: Protocole abordant l'ensemble des interfaces possibles entre les services correctionnels et les services pour personnes en situation de handicap. Un accent particulier semble avoir été placé sur la clarification des rôles et des procédures de chacun et sur les possibles coupures de services. Un second document porte sur les points de contact entre les divers services impliqués.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le document est disponible gratuitement sur le site de l'organisation. Un second document, traitant des points de contacts entre les divers services concernés par la question DI-Justice est aussi accessible en [cliquant ici](#).

CONTACT: corrections@justice.vic.gov.au

TITRE: Protocol between Disability Services and Youth Justice and Guidelines for Workers 2009

ORGANISME: Disability Services Division, Victorian Government, Department of Human Services

DESRIPTIF: Les services en déficience intellectuelle (DI) et de la justice pour jeunes contrevenants ont créé une entente de collaboration qui suggère des lignes directrices. Il a pour objectif de clarifier les rôles de chacune des parties impliquées, promouvoir une communication efficace entre les organisations, donner de l'information sur les façons d'accéder aux services, développer des collaborations et des procédures pour mieux travailler avec les jeunes ayant une DI et le système de justice pénale. Les rôles de chacun sont clairement définis en déterminant quelles actions doivent être posées par les acteurs et à quels moments dans le processus judiciaire.

COMMENTAIRES: Ce document de 72 pages traite de la plupart des aspects touchant aux contacts de ces deux services (déficience intellectuelle et justice pénale pour les jeunes). Les multiples tableaux facilitent la compréhension des rôles des deux organisations.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le document est disponible gratuitement en format PDF sur le site de l'organisation.

CONTACT: disability.services@dhs.vic.gov.au

TITRE: Positive Practices, Positive Outcomes: A Handbook for Professionals in the Criminal Justice System Working with Offenders with Learning Disabilities

ORGANISME: NHS Evidence – Learning Disabilities

DESCRIPTIF: Ce guide a été construit afin d'informer les professionnels travaillant dans le milieu de la justice pénale sur les particularités de la déficience intellectuelle et des troubles envahissants du développement. Dans la première partie, on présente quelques faits sur les caractéristiques de ces personnes (vulnérabilité accrue, surreprésentation dans le système judiciaire, etc.), sur les législations en place, les ressources disponibles, des conseils sur les façons de mieux identifier ces personnes, comment mieux communiquer avec elles et répondre à leurs besoins. La seconde partie est découpée en fonction des acteurs du système de justice pénale : policiers, acteurs relevant des tribunaux, agents correctionnels travaillant en détention, agents de probation. Chacune des sections présente un résumé des informations pertinentes pour chaque acteur.

COMMENTAIRES: Ce document d'environ 30 pages, très convivial, fait un rapide tour d'horizon des diverses questions concernant l'interface DI-Justice. Son découpage par acteur rend sa consultation aisée et rapide.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le guide est disponible gratuitement en format PDF sur le site de l'organisation.

CONTACT: <http://www.library.nhs.uk/LEARNINGDISABILITIES/ContactUs.aspx>

TITRE: [Fire Setting and Arson Education Prevention](#)

ORGANISME: [Washington State Department of Social and Health Services](#)

DESRIPTIF: Ce guide d'une trentaine de pages fournit des informations sur les personnes ayant une déficience développementale et qui sont à risque de déclencher des incendies. On y retrouve des informations sur plusieurs sujets: les caractéristiques de ces personnes, les raisons pour lesquelles elles passent à l'acte, les façons d'évaluer le risque, les façons d'aider la personne, de prévenir les incidents et leurs conséquences. Le document contient aussi de nombreux conseils et informations complémentaires : quels sont les matériaux potentiellement combustibles et dangereux, comment réagir à un incendie ou à un feu plus localisé, l'enjeu de la confidentialité client-intervenant et la formation du personnel.

COMMENTAIRES: Document original et simple, résumant efficacement les enjeux et les avenues possibles lorsqu'un intervenant doit composer avec des personnes qui allument des feux. On y déboulonne plusieurs mythes (comme celui stipulant qu'ils soient généralement pyromanes).

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le document est disponible en ligne en format PDF sur le site du Washington State Department of Social and Health Services.

CONTACT: dddcoreception@dshs.wa.gov

TITRE: Vermont Best Practices Manual: Supervision and Treatment of Sex Offenders with Developmental Disabilities

ORGANISME: Division of Disability and Aging Services

DESCRIPTIF: Les services correctionnels du Vermont, en collaboration avec les services pour personnes en situation de handicap, ont rédigé ce guide à l'intention des professionnels devant traiter avec les personnes ayant une déficience intellectuelle et qui ont commis des délits de nature sexuelle. Le document commence par une clarification des procédures pénales en vigueur au Vermont concernant ces types de crimes. Il expose ensuite les types de stratégies d'intervention pouvant être utilisées auprès des personnes ayant une DI. Le manuel est divisé en plusieurs sections traitant des aspects suivants : enjeux légaux, protection des victimes, systèmes de supervisions, évaluations, types de contrevenants, buts du traitement, méthodes pour adapter les interventions, réinsertion sociale, familles des contrevenants, etc. Une échelle d'évaluation du risque ainsi qu'un rapport sur les personnes ayant une DI qui posent un danger pour la communauté sont aussi disponibles.

COMMENTAIRES: Ce guide propose de nombreuses avenues pour intervenir auprès des personnes ayant une DI qui sont accusées de délits sexuels. L'ensemble de la problématique est abordé au travers des 270 pages du guide. Chaque chapitre comporte une section de références, contenant plusieurs modèles de traitement et d'intervention auprès de cette clientèle. Les deux autres documents proposés sur le site apportent un complément intéressant.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le guide, de même que les deux autres documents : [Individuals with Developmental Disabilities Who Pose a Public Safety Risk](#) et [Treatment Intervention and Progress Scale for Sexual Abusers with Intellectual Disabilities \(TIPS-ID\)](#) sont disponibles gratuitement en ligne pour téléchargement en format PDF, il suffit de cliquer sur leurs titres dans le présent paragraphe.

CONTACT: <http://www.ddas.vermont.gov/ddas-contact-us/ddas-on-line-contact-form1>

TITRE: [Criminal Justice Practice Manual](#)

ORGANISME: [Disability Services Division, Victorian Government, Department of Human Services](#)

DESRIPTIF: Ce guide est destiné aux professionnels travaillant pour les services spécialisés en déficience intellectuelle (DI). On y retrouve plusieurs sections, mais trois grands thèmes ressortent du document: la préparation à l'audience, la comparution et l'issu des procédures. La première section traite des sujets suivants: la dénonciation, l'accompagnement lors de l'interrogatoire, la détermination de l'aptitude à comparaître, la représentation légale et les examens de mise en liberté sous caution. La seconde partie, le passage devant la cour, est centrée sur les étapes subséquentes et les rôles que devront jouer les intervenants dans ces procédures: dépôt des charges, évaluations et dépôts de la preuve, verdict, différentes options de sentences, divers types de plans d'intervention judiciaire et les spécificités du tribunal pour enfants. La troisième et dernière partie porte sur les avenues possibles pour la personne ayant une DI après qu'elle ait subi son procès: les types de sentences, les plans d'intervention, les enjeux de confidentialité, etc.

COMMENTAIRES: Ce volumineux guide offre des lignes directrices claires à suivre par les intervenants lorsqu'ils sont confrontés aux diverses étapes et processus du système de justice pénale.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le guide est disponible gratuitement en format PDF sur le site de l'organisation.

CONTACT: disability.services@dhs.vic.gov.au

TITRE: Crimes (Mental Impairment and Unfitness to be Tried) Act 1997 Practice Guidelines 2007

ORGANISME: Disability Services Division, Victorian Government, Department of Human Services

DESRIPTIF: Ce guide a pour objectif d'expliquer les principales particularités de la loi australienne sur les questions concernant les personnes ayant des caractéristiques interférant avec les procédures judiciaires normales. On y revoit chaque disposition légale pertinente et explique les subtilités pour l'intervenant des services spécialisés en déficience intellectuelle. On définit aussi les rôles, les responsabilités et les limites que doivent respecter les professionnels travaillant pour les services spécialisés en DI. Le document est séparé en trois sections distinctes: avant, pendant et après la cour (la dénonciation et le début des procédures judiciaires, le tribunal et ses procédures et enfin les possibilités de sentences ou d'interventions suite aux différents verdicts ou décisions de la cour).

COMMENTAIRES: Document très intéressant qui sert à guider les actions des professionnels du milieu de la DI dans le système de justice pénale; chaque disposition légale est expliquée en détail et vulgarisée. Le droit australien est à la fois semblable et différent du nôtre; le document est, dans sa forme, un outil intéressant qui pourrait être adapté à la réalité juridique canadienne.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le guide est disponible gratuitement en format PDF sur le site de l'organisation.

CONTACT: disability.services@dhs.vic.gov.au

TITRE: [The Code of Practice for the Prevention and Management of Occupational Violence in Disability Services](#)

ORGANISME: [Disability Services Division, Victorian Government, Department of Human Services](#)

DESRIPTIF: L'organisation a développé un guide de pratiques traitant de la violence subie par les professionnels venant en aide à des personnes en situation de handicap. L'objectif de ce guide est de fournir des lignes directrices claires aux pourvoyeurs de services. Le guide est surtout consacré aux ressources résidentielles pour les personnes ayant une déficience intellectuelle. Le document porte sur les obligations légales, les moyens de prévention, d'évaluation du risque, d'intervention et sur les façons de réagir à ces situations de violence.

COMMENTAIRES: Ce guide de près de 40 pages fournit de nombreuses lignes directrices recensant les points importants à considérer lors d'incidents violents ou à caractère sexuel. Chaque section du document comporte des listes de points à vérifier pour s'assurer que la ressource a pris les mesures recommandées.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le guide est disponible gratuitement en format PDF sur le site de l'organisation.

CONTACT: disability.services@dhs.vic.gov.au

TITRE: Operational Instructions 10: Prisoners with Disabilities

ORGANISME: Department of Corrective Services

DESRIPTIF: Les services correctionnels du gouvernement de l'État de l'Australie occidentale (State of Western Australia) ont compilé ces directives à l'intention des agents correctionnels lorsque ceux-ci doivent composer avec des personnes en situation de handicap, dont celles ayant une déficience intellectuelle (DI). Ce guide de pratiques fournit des lignes directrices claires sur la façon dont les services en DI doivent s'intégrer avec les services correctionnels. On aborde le consentement aux soins, les interactions entre les agents correctionnels et les détenus ayant une DI et les procédures pour obtenir des services en DI.

COMMENTAIRES: Ce guide fournit d'intéressantes informations sur l'interface DI-justice pénale, et plus précisément sur les aspects légaux et procéduraux de la question pour les professionnels travaillant en détention.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le guide est disponible gratuitement en format PDF sur le site de l'organisation.

CONTACT: http://www.correctiveservices.wa.gov.au/feedback/Add_New_Contact.aspx?

TITRE: Prison service order no 2855: prisoner with physical or mental disabilities

ORGANISME: HM Prison Service

DESRIPTIF: Les services correctionnels britanniques ont conçu un guide à l'intention des agents correctionnels afin de respecter les droits des personnes en situation de handicap qui sont emprisonnées. Le guide fournit plusieurs informations sur ce que sont que les divers types de situations de handicaps, les moyens d'y répondre et les contraintes à l'adaptation des institutions carcérales à ces clientèles. On évoque également les responsabilités et obligations légales des services correctionnels envers les personnes en situation de handicap.

COMMENTAIRES: Guide de 60 pages qui permet de se faire une idée des politiques et des accommodations mises en place dans les prisons britanniques afin d'accommoder les prisonniers en situation de handicap (dont ceux ayant une déficience intellectuelle).

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le guide de 60 pages est disponible gratuitement en format Word sur le site de l'organisation.

CONTACT: <http://www.hmprisonservice.gov.uk/abouttheservice/contactdetails/>

TITRE: Information Book for Prisoners with a Disability (Easy-Read version)

ORGANISME: Prison Reform Trust

DESRIPTIF: Ce guide adapté est destiné aux personnes ayant une déficience intellectuelle (DI) qui sont emprisonnées. Adapté aux personnes ayant une DI, ce guide explique les procédures pénales, les façons dont la personne peut demander de l'aide, se plaindre de certaines situations et surtout obtenir des services (soutien financier, médical, logement et autres services lors de la libération, etc.).

COMMENTAIRES: Disponible en 27 langues et en version «easy-read» (langage simplifié), ce guide est très original, le seul qui informe clairement la personne sur les particularités de la vie en prison et les recours possibles qu'elle peut utiliser pour faire valoir ses droits.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le livret est disponible gratuitement en format PDF sur le site de l'organisme.

CONTACT: prt@prisonreformtrust.org.uk

TITRE: [Finding the Path to Equal Justice: a Handbook for Defendants with Mental Retardation and their Families](#)

ORGANISME: [Texas Appleseed: Showing the Seeds of Justice](#)

DESRIPTIF: L'organisme offre plusieurs guides dont l'objectif principal est d'aider à protéger les droits des personnes ayant une déficience intellectuelle (DI). Ces guides présentent les droits et stratégies que peuvent utiliser les personnes ayant une DI et leurs familles lorsqu'ils sont arrêtés ou doivent passer en cour (adaptés pour qu'une personne ayant une DI puisse utiliser les guides). On retrouve également une description des options judiciaires offertes et leurs faiblesses, un modèle pour améliorer le traitement de ces personnes dans le système de justice pénale, ainsi qu'un guide pour les avocats.

COMMENTAIRES: Deux documents sont offerts. Notamment, le « Handbook for Defendants with Mental Retardation and Their Families » a l'originalité d'offrir des conseils aux familles des personnes accusées ayant une DI. Le second guide de 86 pages (Opening the Door: Justice for Defendants with Mental Retardation: A Handbook for Attorneys Practicing in Texas, [disponible en cliquant ici](#)) s'adresse aux avocats et est axé sur la protection des droits de l'accusé. Il permet aussi de comprendre les particularités des lois texanes en la matière, tout en fournissant des conseils pertinents pour un avocat canadien. Deux autres documents portent sur les options judiciaires et les mécanismes institutionnels pouvant être utilisés.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Deux guides volumineux sont gratuits et offerts dans le même format.

CONTACT: http://www.texasappleseed.net/index.php?option=com_contact&view=contact&id=1&Itemid=147

TITRE: Police Kit - Getting Arrested and What to do?

ORGANISME: Intellectual Disability Rights Service: Criminal Justice Network

DESRIPTIF: Cet outil adapté est destiné aux personnes ayant une déficience intellectuelle afin de les préparer aux contacts avec les forces de l'ordre. Il contient un DVD et un livre illustré expliquant ce que doit faire la personne lorsqu'elle est arrêtée, ainsi qu'un autre DVD accompagné d'un livret sur les conditions de remise en liberté et les raisons pour lesquelles il est important de ne pas briser ces conditions. Les manuels du formateur sont fournis avec l'ensemble.

COMMENTAIRES: Contient plusieurs informations intéressantes et adaptées en fonction de la spécificité de la déficience intellectuelle.

DOCUMENTS DISPONIBLES: L'outil est disponible sur le site internet de l'organisme pour le prix de 60\$ US. Le bon de commande et quelques autres fichiers sont disponibles en [cliquant ici](#).

CONTACT: cjsn@idrs.org.au

TITRE: [Appropriate Adult](#)

ORGANISME: [National Appropriate Adult Network](#)

DESRIPTIF: Ce programme découle d'une exigence britannique en matière d'accompagnement de personnes mineures (moins de 17 ans) ou vulnérables qui sont arrêtées et interrogées par la police. Cet adulte peut être un membre de la famille, un ami ou encore un bénévole travaillant pour les services sociaux, mais ne doit pas être au service des forces de l'ordre. De plus en plus, des groupes de bénévoles formés par le National Appropriate Adult Network remplissent cette fonction. Le rôle de ce réseau est d'appuyer, de conseiller et de protéger les droits de la personne arrêtée tout en facilitant la communication avec les forces de l'ordre. Le réseau offre aussi des formations aux forces de l'ordre afin de les aider à identifier les personnes vulnérables.

COMMENTAIRES: Ce site est entièrement dédié à la question du contact entre les policiers et les personnes vulnérables. On y traite de l'implantation du programme Appropriate Adult, des standards de pratique et des méthodes d'intervention préconisées par l'organisation. Par ailleurs, l'approche de l'accompagnateur a fait l'objet de plusieurs évaluations.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Plusieurs documents sont disponibles sur le site en format PDF. Il est aussi possible de commander [un manuel de formation \(incluant un DVD\)](#). Un de ceux-ci est [un guide sur les standards de pratiques](#), un autre est un [rapport sur les activités des appropriate adults](#).

CONTACT : De nombreuses adresses électroniques sont fournies à l'adresse suivante : <http://www.appropriateadult.org.uk/contact-us>

TITRE: **Community Protection Program**

ORGANISME: **Washington State Department of Social and Health Services**

DESRIPTIF: L'organisation a développé un programme de réinsertion destiné aux personnes ayant une déficience intellectuelle, un trouble du spectre autistique ou de la paralysie cérébrale et qui ont commis un délit de nature sexuelle ou violente. Il s'adresse aux personnes de plus de 18 ans qui ont été jugées inaptes à subir leurs procès, qui sont sous probation ou qui sont libérées de détention. Ces personnes doivent déjà être suivies par les services pour personnes en situation de handicap. Voici les principales caractéristiques du programme : les clients sont suivis en permanence par du personnel, qu'ils soient dans leur résidence ou à l'extérieur de celle-ci; ils bénéficient aussi d'un suivi thérapeutique provenant d'une équipe multidisciplinaire; leurs résidences peuvent aussi être munies d'alarmes permettant de surveiller les entrées et sorties; le programme peut être imposé par un tribunal tout comme il peut être suivi volontairement par la personne.

COMMENTAIRES: Programme d'intervention destiné aux personnes qui sont déjà en service avec les organisations s'occupant des personnes en situation de handicap.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Un document en format PDF décrivant sommairement le programme est disponible gratuitement sur le site de l'organisation. Un second document, rédigé sous la forme de questions-réponses, est aussi disponible sous le même format.

CONTACT: <https://fortress.wa.gov/dshs/dshsroot/ask/index.asp>

TITRE: [Lawyers' Information Kit](#)

ORGANISME: [Intellectual Disability Rights Service: Criminal Justice Network](#)

DESCRIPTIF: À l'intention des avocats, ce programme est composé de plusieurs volets portant sur les points suivants: qu'est-ce que la déficience intellectuelle (DI)? Comment celle-ci diffère d'autres conditions? Comment communiquer efficacement avec son client? Quelles sont les règles à suivre lorsqu'une personne est arrêtée? L'organisme offre aussi du support à la personne ayant une DI lors de son passage en cour. Notons également que l'organisme a mis sur pied une équipe d'avocats bénévoles travaillant en dehors des heures normales de disponibilité des services usuels et dont la mission est de donner de l'information aux personnes ayant une DI et aux personnes qui les accompagnent lors d'arrestations et d'interrogatoires.

COMMENTAIRES: Service original comportant plusieurs volets destinés à supporter les personnes ayant une DI lors des premières étapes du système de justice pénale.

DOCUMENTS DISPONIBLES: De courts descriptifs sont disponibles gratuitement en ligne en format PDF.

CONTACT: cjsn@idrs.org.au

TITRE: [South Australia Magistrates Court Diversion Program](#)

ORGANISME: [South Australia Magistrates Court](#)

DESRIPTIF: Ce programme fut créé en 1999 pour répondre aux besoins des contrevenants ayant une déficience intellectuelle (DI) ou des problèmes de santé mentale. L'objectif principal est de diminuer les probabilités de récidive de la personne accusée. La personne qui est référée vers ce programme voit ses accusations suspendues pour une période de six mois, au terme de laquelle elle devra se représenter en cour et selon les progrès accomplis, verra ou non les accusations tomber. La personne n'a pas besoin d'être trouvée officiellement coupable pour participer au programme, mais elle ne pourra y participer que si les faits objectifs concernant les actions dont elle est accusée ne sont pas remis en question par les parties en présence. Les étapes du programme sont sommairement décrites sur le site internet.

COMMENTAIRES: Programme de diversion axé sur la déjudiciarisation des personnes ayant une DI qui entrent en contact avec le système de justice pénale. Le programme a été évalué et les évaluations peuvent être obtenues en envoyant une demande d'informations supplémentaires à l'adresse indiquée ci-dessous.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Long descriptif en format Web avec plusieurs sections accessibles gratuitement sur le site de l'instance.

CONTACT: Les coordonnées complètes du programme sont disponibles au bas de la page Web, dont une adresse courriel générale: MCDP@courts.sa.gov.au

TITRE: [Guidelines for the Enforcement Review Program](#)

ORGANISME: [Disability Services Division, Victorian Government, Department of Human Services](#)

DESCRIPTIF: Ce programme de déjudiciarisation a été mis sur pied afin de permettre aux personnes ayant des besoins particuliers de révoquer les amendes qui leur sont imposées quand elles sont incapables de comprendre que leurs comportements sont répréhensibles légalement ou lorsqu'elles sont incapables de contrôler ces mêmes comportements. Cela permet aux intervenants de faire une telle demande en leur nom. Le document détaille la procédure que doit suivre l'intervenant. On y donne aussi un exemple de cas.

COMMENTAIRES: Programme original permettant aux clients incapables de comprendre la nature délictuelle de leurs actes d'annuler les amendes qui leur sont imposées. Ils doivent toutefois plaider coupable à l'amende qu'ils ont originellement reçue.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le guide est disponible gratuitement en format PDF sur le site de l'organisation.

CONTACT: disability.services@dhs.vic.gov.au

TITRE: [Texas Council on Offenders with Medical or Mental Impairment \(TOCMI\)](#)

ORGANISME: [Texas Department of Criminal Justice](#)

DESRIPTIF: Ce programme a été fondé pour répondre aux divers besoins de la population carcérale et de la population judiciairisée texane. Les professionnels de ce programme sont responsables de l'évaluation de l'état mental des détenus, de leur capacité à subir leur procès et de leur responsabilité criminelle. Ils sont aussi chargés de s'assurer de la continuité des services entre les milieux judiciaires et ceux de la santé et des services sociaux, de favoriser les échanges d'informations sur les personnes en service ainsi que d'améliorer les collaborations entre les agences qui travaillent avec des jeunes ayant des besoins particuliers. Le Texas Department of Criminal Justice propose trois programmes principaux pour répondre aux besoins des contrevenants ayant une déficience intellectuelle (DI) : 1- services aux clients (service coordination/case management for adults); 2- coordination des services pour les contrevenants (continuity of care); 3- approche multiservice visant à utiliser des alternatives à l'incarcération (jail diversion).

COMMENTAIRES: Le programme a trois principaux objectifs : dépénaliser ou réduire la sévérité des sentences pour les personnes vulnérables; créer une synergie entre les instances pour éviter les ruptures de services; modifier le système pénal pour améliorer la réponse de celui-ci aux besoins des personnes ayant une DI.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Plusieurs documents gratuits sont disponibles sur le site en format Web. Les liens suivants permettent d'obtenir des descriptifs de plusieurs volets et programmes offerts par l'organisation : les activités du TCOOMII [en cliquant ici](#), les «institutional services» [en cliquant ici](#), et les «community based interventions» [en cliquant ici](#).

CONTACT: tcoommi@tdcj.state.tx.us

TITRE: Pueblo HD-DD Consortium Diversionary Program

ORGANISME: The National Association for the Dually Diagnosed

DESRIPTIF: Ce consortium d'agences provenant de diverses instances gouvernementales et communautaires du Colorado a été créé pour répondre aux besoins des personnes ayant une déficience intellectuelle (DI) et des problèmes de santé mentale lorsqu'ils entrent en contact avec le système de justice pénale. Les responsables du programme offrent des séances de sensibilisation destinées aux professionnels qui traitent des particularités de la DI. Ils ont aussi créé un plan d'intervention spécialisé, conçu en fonction des besoins spécifiques de la personne et dont l'objectif ultime est de réussir à éliminer les probabilités de récidive. Ils ont aussi développé le projet A.S.S.I.S.T. (*Assault Safety and Social Intervention System Tracking*), un système d'informations centralisées et informatisées sur des contrevenants et des personnes vulnérables. Celui-ci contient des informations pertinentes pour orienter plus efficacement les décisions des services d'urgence et d'autres intervenants qui entrent en contact avec les personnes qui y sont inscrites.

COMMENTAIRES: Programme axé sur la dépenalisation et la modification du système pénal afin d'y inclure les personnes en situation de handicap. Une importante partie du programme est centrée sur le partage d'informations et la collaboration entre les agences.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Long descriptif disponible en ligne en format Web.

CONTACT: larryvelasco@usa.net

TITRE: Developmentally Disabled Offenders Program

ORGANISME: The ARC of New Jersey

DESCRIPTIF: L'ARC du New Jersey a conçu un programme pour les contrevenants en situation de handicap. Ce programme englobe plusieurs aspects de l'interface déficience intellectuelle-justice pénale: l'intervention auprès de la clientèle, la sensibilisation à la problématique et la formation des aidants et professionnels pour ne nommer que ceux-ci. Le programme fonctionne grâce à un système de communication et de renvoi entre les systèmes de justice pénale et les services sociaux. Le tout est appuyé par plusieurs formations, présentations et ponts entre les organisations afin d'améliorer l'efficacité des interventions et de faire tomber les barrières entre ces diverses agences. Un second programme nommé *Personalized Justice Plan* concerne plus directement l'intervention auprès de ces personnes. Il s'agit d'une alternative à l'incarcération présentée à la cour. Elle met l'accent sur l'utilisation des services en communauté, moins restrictifs ou privatifs de liberté, et ce, le plus tôt possible dans le processus judiciaire. Ce plan d'intervention s'exécute dans le cadre d'une condition spéciale d'une ordonnance de probation. L'objectif du programme est de responsabiliser la personne tout en lui faisant réussir sa probation (éviter la récidive lors de la période probatoire).

COMMENTAIRES: Programme axé sur la modification du système pénal pour permettre une dépénalisation lorsque le défendeur a une DI. L'objectif est de s'assurer qu'il obtienne un traitement adapté à ses besoins afin d'éviter toute forme de discrimination.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Court descriptif disponible en ligne en format Web.

CONTACT: info@arcnj.org

TITRE: Disability Forensic Assessment and Treatment Service

ORGANISME: Disability Services Division, Victorian Government, Department of Human Services

DESCRIPTIF: Ces programmes ont été créés afin de répondre aux besoins des personnes se retrouvant à l'interface (ou à risque de l'être) des systèmes de justice pénale et des services pour personnes ayant une déficience intellectuelle. Le programme est divisé en plusieurs volets: Intensive Residential Treatment Program, Prison Program, Community Program, Youth Program, Community Forensic Dual Disability Program, Consultancy Program. Ces programmes ont deux principaux objectifs : 1- fournir des soins et intervenir auprès des personnes qui sont déjà prises en charge par d'autres systèmes que celui des services pour personnes en situation de handicap; 2- créer des ressources pour compléter celles déjà présentes.

COMMENTAIRES: Document très intéressant permettant de se faire une idée générale des nombreux programmes offerts par les services en DI dans cet État australien. Les programmes sont sommairement décrits et de nombreuses ressources sont proposées.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le guide d'une trentaine de pages est disponible gratuitement en format PDF sur le site internet de l'organisation.

CONTACT: disability.services@dhs.vic.gov.au

TITRE: No One Knows: Prisoner's Voices: Experiences of the Criminal Justice System by Prisoners with Learning Disabilities and Difficulties

ORGANISME: Prison Reform Trust

DESCRIPTIF: Cette organisation a pour objectif de réformer le système pénitentiaire du Royaume-Uni. Pour ce faire, ses membres ont réalisé une multitude d'études et d'évaluations et ont produit de nombreux rapports. Ils s'intéressent à tous les types de populations se retrouvant derrière les barreaux et ont une section de publications concernant spécifiquement la déficience intellectuelle (DI). Le présent rapport cerne principalement les conséquences de l'incarcération de ces personnes et les problèmes associés à celles-ci. On y identifie aussi les problèmes qui ont mené ces personnes à commettre des délits, le manque de services, le manque d'habiletés dans divers domaines, les abus subis, l'absence de logement et d'emploi à la sortie de prison, etc. Le rapport se termine par quelques recommandations en réponse aux problèmes identifiés.

COMMENTAIRES: Le rapport de 111 pages fait un tour d'horizon sur le traitement carcéral des personnes ayant une DI qui sont incarcérées au Royaume-Uni.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Les rapports diffusés sont disponibles gratuitement pour téléchargement en format PDF sur le site du Prison Reform Trust.

CONTACT: prt@prisonreformtrust.org.uk

TITRE: Vulnerable Defendants in the Criminal Courts: a Review Provision for Adults and Children

ORGANISME: Prison Reform Trust

DESCRIPTIF: Cette organisation a pour objectif de réformer le système pénitentiaire du Royaume-Uni. Pour ce faire, ses membres ont réalisé une multitude d'études et d'évaluations et ont produit de nombreux rapports. Ils s'intéressent à tous les types de populations se retrouvant derrière les barreaux et ont une section de publications concernant spécifiquement la déficience intellectuelle (DI). L'organisme a produit un rapport sur l'état des services pour les adultes vulnérables et les enfants qui doivent faire face au système de justice pénale et plus particulièrement aux tribunaux en tant qu'accusés. Le rapport met l'accent sur les difficultés que rencontrent les adultes ayant une DI, notamment en soulignant la disparité de services lorsqu'on les compare aux personnes ayant des problèmes de santé mentale. Le rapport est divisé en plusieurs sections (la première ne traite que des adultes vulnérables, surtout ceux ayant une DI) et aborde les thèmes suivants: définition de la déficience intellectuelle, cadre légal, support et services disponibles (diversion, liaisons entre agences, identification des besoins, formation), les dénouements possibles (sentences communautaires, renvoi vers le système de santé publique, incarcération préventive). Le rapport conclut avec une liste de recommandations.

COMMENTAIRES: La moitié de ce rapport de 77 pages est spécifiquement axée sur la DI. Le rapport se concentre uniquement sur les dispositions présentes dans les tribunaux et touche aux multiples aspects légaux de la question.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le document est disponible gratuitement en format PDF sur le site de l'organisation.

CONTACT: prt@prisonreformtrust.org.uk

TITRE: Lord Bradley's Review of People with Mental Health Problems or Learning Disabilities in the Criminal Justice System

ORGANISME: Department of Health of the United Kingdom

DESRIPTIF: Ce rapport de politiques, de programmes et de pratiques a été commandé par diverses agences gouvernementales afin de faire état de la situation du traitement des contrevenants ayant des problèmes de santé mentale ou des difficultés d'apprentissage. Il s'agit d'une évaluation de l'ensemble des étapes du système de justice pénale (prévention, arrestation, cour, prison, sentences purgées en communauté et réinsertion). Ce document relève les difficultés que ces populations vulnérables peuvent rencontrer ainsi que les obstacles auxquels sont confrontés les organismes travaillant en réinsertion sociale, à la protection du public et en prévention. Chaque problème soulevé est suivi de recommandations et de pistes de recherche. Le rapport traite surtout des problèmes d'articulation entre les services, des lacunes en transfert des connaissances et les façons de desservir efficacement ces types de populations. Les recommandations concernent les organisations, les aspects législatifs, la recherche et surtout l'utilisation d'approches alternatives à la judiciarisation de ces personnes.

COMMENTAIRES: Le format du rapport « problèmes soulevés – pistes d'action », de même que la façon dont il est construit (un chapitre pour chaque étape du système de justice pénale), rendent sa consultation simple, rapide et efficace. Il est très intéressant pour les décideurs, car il contient de très nombreuses recommandations. Un des documents fait aussi état des implications financières rattachées aux recommandations proposées. Un dernier document intitulé «The Independent Review of the Diversion of Individuals with Mental Health Problems from the Criminal Justice System and Prison» se penche sur les recommandations proposées par les acteurs concernés.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le rapport de 173 pages, de même que les autres documents, sont disponibles gratuitement en format PDF sur le site du Department of Health.

CONTACT: <http://www.info.doh.gov.uk/contactus.nsf/memo?openform>

TITRE: [Enabling Justice Report](#)

ORGANISME: [NSW Council for Intellectual Disability](#)

DESRIPTIF: Ce rapport a pour objectif d'identifier les problèmes auxquels doivent faire face les personnes ayant une déficience intellectuelle (DI) qui entrent en contact avec le système judiciaire (principalement les tribunaux) en tant que contrevenants. On y revoit les dispositions légales touchant spécifiquement à ces personnes de même que les diverses étapes du système de justice pénale. Pour répondre aux diverses faiblesses notées, les auteurs du rapport proposent de nombreuses recommandations, celles-ci concernent l'ensemble des acteurs (policiers, avocats, juges, intervenants sociaux, etc.). Elles tournent autour des points suivants: implanter un système de diversion activement soutenu par les services en DI, s'impliquer davantage auprès des avocats avec des intervenants formés pour opérer en cour, donner des formations destinées à mieux préparer les avocats à composer avec les particularités de cette clientèle, formaliser ces collaborations au travers des ententes ou protocoles, etc.

COMMENTAIRES: Ce rapport est essentiellement focalisé sur les procédures judiciaires et leurs impacts sur les personnes ayant une DI qui entrent dans ce système à titre de contrevenants.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le document de plus de 100 pages est disponible gratuitement en format PDF sur le site de l'organisation.

CONTACT: mail@nswcid.org.au

TITRE: On the Borderline? People with Learning Disabilities and/or Autistic Spectrum Disorders in Secure, Forensic and Other Specialist Settings

ORGANISME: Scottish Development Centre for Mental Health: Government of Scotland

DESCRIPTIF: Le contenu de ce rapport touche à plusieurs aspects de l'institutionnalisation des personnes ayant une déficience intellectuelle (DI) ou un trouble du spectre de l'autisme (TSA). Il contient plusieurs éléments: les mécanismes d'identification de ces personnes, les risques et vulnérabilités, l'évaluation des besoins et la construction du plan d'intervention, les façons de répondre aux besoins lors de l'intégration sociale. On y relève des exemples de pratiques ainsi que des problèmes existants dans ces milieux fermés.

COMMENTAIRES: L'originalité du document réside dans le fait qu'il cerne l'ensemble des milieux de garde où l'on peut trouver des personnes ayant une DI ou un TSA (prisons, hôpitaux psychiatriques, milieux spécialisés en DI ou en autisme).

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le document est disponible gratuitement sur le site de l'organisme au format PDF.

CONTACT: sdcmh.org.uk

TITRE: Learning Disabilities & the Criminal Justice System - A Mapping Exercise into Service Provision with Learning Disabilities who have Offended or are at Risk of Offending - Interim Report

ORGANISME: National Health Service: South West

DESCRIPTIF: Ce rapport recense l'ensemble des ressources disponibles pour les personnes ayant une déficience intellectuelle qui sont à risque d'entrer en contact ou sont déjà en contact avec le système de justice pénale. Il est surtout centré sur la description des services en place par région. On y relève les ententes formelles et informelles existantes entre les diverses agences, les mécanismes en place et les faiblesses de ceux-ci.

COMMENTAIRES: Exercice intéressant, car il permet de se faire une idée des services disponibles par région et les problèmes spécifiques à chacune d'entre elles. Réalisé à l'aide d'un questionnaire sondant les organisations, cette méthode a permis de découvrir plusieurs services qui ne sont autrement pas visibles au travers les mécanismes d'échanges d'informations plus formels.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le document est disponible gratuitement en format PDF sur le site de l'organisation. Le document se trouve au milieu de la liste accessible en cliquant sur le titre de la fiche.

CONTACT: jonathan.beebee@southwest.nhs.uk

TITRE: [Improving Health, Supporting Justice : The National Delivery Plan of the Health and Criminal Justice Programme Board](#)

ORGANISME: [Department of Health of the United Kingdom](#)

DESCRIPTIF: Ce rapport sur l'implantation de services fut publié en réponse à un précédent rapport effectué sur l'accueil des personnes ayant une déficience intellectuelle ou des problèmes de santé mentale dans le système de justice pénale britannique (Lord Bradley's Review of People With Mental Health Problems or Learning Disabilities in the Criminal Justice System). Le document reprend les recommandations du rapport Bradley, formule des objectifs précis et un échéancier. Ces objectifs concernent l'ensemble des étapes du système de justice pénale et la prévention qui peut être faite en amont de celui-ci. Un second document fait état des enjeux relatifs à la discrimination découlant de l'implantation de ces nouvelles pratiques et politiques.

COMMENTAIRES: Ce rapport gouvernemental est intéressant, donnant une idée des réponses que peuvent apporter les instances gouvernementales aux multiples enjeux soulevés par la recherche dans le domaine de l'interface DI-Justice pénale. Les recommandations sont concrètes et sont établies dans un cadre temporel précis. Un tableau résume l'ensemble des propositions émises par le rapport Bradley et indique le lien vers la page correspondant à la réponse gouvernementale à celle-ci, ce qui facilite grandement l'utilisation du document.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le rapport de près de 70 pages est disponible gratuitement en format PDF sur le site de l'organisation.

CONTACT: <http://www.info.doh.gov.uk/contactus.nsf/memo?openform>

TITRE: [The Framework Report on Intellectual Disability and Criminal Justice System](#)

ORGANISME: [Beyond Bars](#)

DESRIPTIF: Ce rapport identifie et évalue les mesures et instances disponibles pour prévenir le contact des personnes ayant une déficience intellectuelle avec le système de justice pénale. Plusieurs enjeux sont considérés : les coûts associés à la judiciarisation, les besoins de ces personnes provenant souvent de milieux défavorisés, les problèmes intersectoriels, l'équité quant à l'accès aux services en déficience intellectuelle, les services spécialisés disponibles lors de situations potentiellement judiciaires, des liens avec le système de justice pénale, etc. Plusieurs priorités sont suggérées et le document prend la forme d'une longue liste de recommandations.

COMMENTAIRES: Le premier document est un résumé exécutif ([disponible en cliquant ici](#)) des recommandations énumérées dans le rapport original alors que le second est le rapport en tant que tel.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le guide est disponible en format PDF sur le site de l'organisation, le lien menant à celui-ci est approximativement situé au tiers de la page Web.

CONTACT: comment@beyondbars.org.au

TITRE: Offenders with Special Needs (Intellectual Impairment)

ORGANISME: Pacific Heads of Corrections

DESCRIPTIF: Ce rapport de près de vingt pages a été préparé par les services correctionnels australiens et recense les programmes offerts par ceux-ci pour répondre aux besoins des personnes ayant une déficience intellectuelle qui sont sous leur garde. Sont décrits brièvement les objectifs de ces programmes (diversion du système de justice pénale, réduction de la récidive pour les contrevenants multirécidivistes, éducation adaptée) ainsi que les résultats obtenus par ceux-ci à travers la présentation de cas et de statistiques sommaires.

COMMENTAIRES: Ce rapport fait un rapide tour d'horizon des programmes disponibles dans les services correctionnels australiens. Les cas présentés permettent de se faire une idée des enjeux liés au passage de ces personnes dans le système de justice pénale.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le document est disponible gratuitement en format WORD sur le site de l'organisation.

CONTACT: http://www.correctiveservices.qld.gov.au/Contacts/Contact_Us/index.shtml

TITRE: Advocacy: Criminal Justice

ORGANISME: NSW Council for Intellectual Disability

DESRIPTIF: En collaboration avec d'autres agences gouvernementales australiennes, cet organisme a produit deux rapports portant sur le traitement des personnes accusées ou condamnées qui ont une déficience intellectuelle (DI). Les documents sont centrés sur l'évolution de la situation des services offerts aux contrevenants ayant une DI (à noter que le rapport nommé Enabling Justice est décrit plus en détail dans une autre fiche). Ils traitent surtout de l'implantation des services qui furent développés suite à la publication du Framework Report en 2001 et décrivent leurs forces et faiblesses. On y reproche notamment le manque d'implication de certains partenaires, la lenteur à démarrer certains programmes et les difficultés rencontrées par les acteurs impliqués dans ce dossier.

COMMENTAIRES: Les documents, rédigés sous la forme obstacles/pistes de solutions, permettent de comprendre rapidement plusieurs enjeux propres aux diverses étapes du système de justice pénale (arrestation, comparution, sentences, etc.).

DOCUMENTS DISPONIBLES: Les documents sont disponibles gratuitement en ligne en format PDF : un produit par l'ombudsman du New South Whales Council for Intellectual Disability intitulé : Supporting people with an intellectual disability in the criminal justice system: Progress report et accessible [en cliquant ici](#) ainsi que le : Enablig Justice Implementation update, lui aussi accessible [en cliquant ici](#).

CONTACT: mail@nswcid.org.au

TITRE: [The Care and Treatment of Offenders with a Learning Disability](#)

ORGANISME: [University of Central Lancashire](#)

DESCRIPTIF: Ce site internet a été développé dans l'intention d'améliorer le partage de connaissances et des informations sur les traitements et les services offerts aux personnes ayant une déficience intellectuelle (DI) qui font face au système de justice pénale en tant que contrevenants. Ce répertoire d'initiatives et de pratiques novatrices contient l'ensemble des présentations (en format PowerPoint) des divers intervenants et chercheurs ayant participé aux conférences développées par Caring Solution UK et l'Université du Central Lancashire. Près de 200 présentations sont disponibles et traitent de très nombreux sujets concernant les contrevenants ayant une DI : l'accès aux soins, le traitement des adolescents, des hommes, des femmes, la législation, l'évaluation, le syndrome d'Asperger, l'autisme, la toxicomanie, la comorbidité, les services en prison, le stress post-traumatique, les agressions sexuelles, les ruptures de services, la prévention des contacts avec le système de justice pénale, etc. Il est également possible d'accéder au *Journal of Learning Disabilities and Offending Behaviour* et de s'y inscrire.

COMMENTAIRES: Ce site contient un très grand nombre de présentations PowerPoint et aborde une impressionnante quantité de sujets qui sont parfois peu documentés. Il permet de se faire une idée des débats et enjeux actuels préoccupant les organisations impliquées dans le traitement des contrevenants ayant une DI.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Toutes les présentations PowerPoint sont téléchargeables gratuitement à partir du site internet. L'abonnement annuel au journal coûte 380.01\$CAN pour un acheteur institutionnel.

CONTACT: editor@ldoffenders.co.uk

[RETOUR À LA PAGE : SECTIONS DU RÉPERTOIRE](#)

SECTION 3: VICTIMES ET TÉMOINS

TITRE: Guide d'intervention dans les situations de violence

ORGANISME: CRDI de Québec

DESCRIPTIF: Ce guide a pour objectif de préciser les méthodes d'intervention auprès des personnes ayant une déficience intellectuelle qui sont victimes ou à risque de subir diverses formes de violence. Il propose aussi des façons de repérer ces abus et, dans une visée intersectorielle, précise les rôles des partenaires impliqués dans ce type de dossiers. Le tout se découpe en trois niveaux d'intervention: la gestion des soupçons et de l'intervention de première ligne, les recours administratifs et enfin, l'intervention clinique à court et à long termes. Ce guide propose des lignes directrices et des pratiques en matière d'abus.

COMMENTAIRES: Ce guide propose une méthode d'intervention et de coordination des partenaires lors de situations d'abus.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le guide est disponible gratuitement sur le site du CRDI de Québec en format PDF.

CONTACT: <http://www.crdiq.qc.ca/nous-joindre.html>

TITRE: [You Deserve to be Safe: A Guide for Girls With Disabilities](#)

ORGANISME: [Disabled Women's Network Ontario](#)

DESCRIPTIF: Ce réseau a créé trois documents Web servant de guide lorsqu'une femme ayant une déficience intellectuelle (DI) est victime d'abus sexuel. Les trois traitent essentiellement des mêmes questions, soit les moyens de prévention, de protection et les réactions post-victimisation à adopter pour venir en aide aux victimes. Le guide donne des conseils clairs aux personnes directement en contact avec les personnes ayant une DI et certains passages sont rédigés dans un langage suffisamment concret pour que la victime ayant une DI puisse facilement comprendre. Le guide nécessite cependant d'être lu par un aidant pouvant accompagner la personne ayant une DI à en saisir toutes les notions.

COMMENTAIRES: Guide rédigé en partie en langage simplifié servant à expliquer ce que sont les abus, la violence et comment y réagir ou les prévenir (s'adresse aux personnes ayant une DI).

DOCUMENTS DISPONIBLES: Trois guides gratuits sont disponibles en ligne, soit : [Family Violence Against Women with Disabilities](#), [Sexual Assault and Women with Disabilities](#) et le document [You Deserve to be Safe](#).

CONTACT: dawnontario@sympatico.ca

TITRE: **Voyons voir...Un guide du système de justice pénale**

ORGANISME: **Service public d'éducation et d'information juridiques du Nouveau-Brunswick**

DESCRIPTIF: Cet outil éducatif adapté a pour objectif d'éduquer les personnes ayant une déficience intellectuelle (DI) sur leurs droits et le fonctionnement des diverses étapes du processus judiciaire. Construit autour de pictogrammes, symboles et courts textes explicatifs, cet outil démontre clairement les principales dimensions du système de justice pénale : les acteurs centraux (juge, policier, avocat, procureur) et leurs fonctions, les procédures (arrestation, comparution, etc.) et finalement les avenues possibles que pourra emprunter la personne lorsqu'elle leur sera confrontée (condamnation, acquittement, etc.).

COMMENTAIRES : Outil simple et adapté aux personnes ayant une DI. Le seul équivalent canadien est le [LEGALPIX](#).

DOCUMENTS DISPONIBLES: Manuel du formateur ([disponible en cliquant ici](#)), manuel de l'étudiant et fiche d'évaluation du cours ([disponible en cliquant ici](#)). Tous ces documents sont disponibles pour téléchargement gratuit en ligne. Version anglaise aussi disponible.

CONTACT: pleisnb@Web.ca

TITRE: Prévention des agressions pour les personnes ayant des déficiences intellectuelles

ORGANISME: Centre de prévention des agressions de Montréal

DESCRIPTIF: Ce programme est destiné aux adultes en situation de handicap qui désirent apprendre des techniques d'autodéfense et des stratégies pour prévenir les agressions. Le programme est adapté en fonction des capacités de chacun. Un volet du programme d'autodéfense a été construit en fonction des besoins d'une clientèle ayant une déficience intellectuelle.

COMMENTAIRES: Programme original centré sur l'autodéfense et l'adaptation des méthodes d'enseignement en fonction des besoins de personnes en situation de handicap. Ce programme existe depuis 25 ans. Les cours sont disponibles en anglais et en français.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Résumé disponible en ligne.

CONTACT: centre@cpamapc.org

TITRE: Évaluation des besoins d'adaptation des services offerts aux femmes handicapées victimes de violence conjugale

ORGANISME: Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)

DESCRIPTIF: L'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) et le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) se sont engagés à documenter la problématique de la violence conjugale envers les femmes handicapées dans le cadre du *Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale* (Québec 2004). Ce rapport vise à : documenter la problématique de la violence conjugale envers les femmes handicapées; évaluer les besoins d'adaptation des services offerts aux femmes handicapées victimes de violence conjugale par le réseau de la santé et des services sociaux et les maisons d'hébergement et à formuler des recommandations sur la problématique.

COMMENTAIRES: Ce rapport fait un tour d'horizon de la problématique, des enjeux relatifs aux acteurs impliqués et formule plusieurs recommandations.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le rapport est disponible gratuitement au format PDF sur le site de l'organisation.

CONTACT: <http://www.ophq.gouv.qc.ca/nous-joindre/siege-social.html>

TITRE: Réseau d'apprentissage communautaire

ORGANISME: Réseau Internet Francophone Vulnérabilités et Handicaps (RIFVEH)

DESCRIPTIF: Développé en partenariat avec la FQCRDI (Fédération québécoise des centres de réadaptation en déficience intellectuelle), ce réseau interactif de dépistage de la violence et des abus commis à l'endroit des personnes ayant une déficience intellectuelle (DI) fournit des informations – à l'aide des nouvelles technologies de l'information et des communications – s'adressant à tous les paliers gouvernementaux (régional ou provincial). Ce répertoire et guide comporte plusieurs onglets, chacun se rapportant à un aspect important de la victimisation des personnes en situation de handicap: définition des situations de handicap (formes de handicap, notamment la DI), dépistage de la violence, intervention lors de situations dangereuses pour la personne ayant une DI, etc. Il peut guider le gestionnaire, l'aidant ou l'intervenant, notamment en proposant les ressources à contacter dans les cas d'abus et de violence envers des personnes en situation de handicap.

COMMENTAIRES: Ce site recense l'ensemble des informations essentielles pour amorcer des démarches d'aide auprès d'une victime d'abus ou de violence ayant un handicap. C'est un des guides les plus complets au Québec pour des personnes en situation de handicap. Il propose des ressources par région ainsi qu'une démarche claire à suivre.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Toute l'information disponible est accessible gratuitement sur le site du réseau.

CONTACT: louis.plamondon@umontreal.ca

TITRE: Abuse and Neglect of Children with Disabilities: A Collaborative Response

ORGANISME: Partnership for People with Disabilities: Virginia Commonwealth University

DESRIPTIF: Cette formation a été développée afin de répondre aux besoins de plusieurs types d'intervenants œuvrant auprès d'enfants en situation de handicap. L'objectif principal est d'offrir des formations interdisciplinaires sur les facteurs de risques et les indicateurs de violence envers les enfants en promouvant la collaboration entre les agences de santé publique, les parents et les forces de l'ordre.

COMMENTAIRES: Quoique peu de détails soient disponibles sur le site internet de l'organisation, il est à noter que la formation a l'originalité d'être offerte par vidéoconférence.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Court descriptif disponible en ligne.

CONTACT: <http://www.bfnyc.org/ContactUs.asp>

TITRE: [Crime Victims with Disabilities](#)

ORGANISME: [Commission on Peace Officer Standards & Training](#)

DESCRIPTIF: Ce film de 70 minutes est destiné aux gestionnaires travaillant pour les forces de l'ordre désirant bénéficier d'une formation pour préparer leurs officiers à faire face à des situations où il doivent interagir avec des personnes en situation de handicap, victimes de crimes. Le film est divisé en trois sections: les limitations sensorielles, les limitations développementales et les limitations physiques. Il est construit sous la forme de scénarios suivis de conseils et de stratégies que peuvent appliquer les officiers dans le cadre de leurs fonctions. Il est surtout centré sur l'interview de la victime.

COMMENTAIRES: Peu d'informations disponibles sur le site. Il s'agit d'un des rares films récents s'adressant aux forces de l'ordre et durant plus de quelques minutes.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le film semble surtout destiné aux agences américaines et il est nécessaire de faire partie des forces de l'ordre pour le commander. Il est impossible de passer une commande en ligne si l'agence ne provient pas de Californie. Il est vendu pour la somme de 99\$ US.

CONTACT: <http://post.ca.gov/directory-and-reference-guide.aspx>

TITRE: Victims with Disabilities: 3 DVDs

ORGANISME: Office for Victims of Crime

DESCRIPTIF: L'organisation a produit trois DVD destinés aux professionnels travaillant auprès des personnes en situation de handicap qui sont victimisées. Le premier regroupe deux films en un seul DVD : « *Meet us Where we Are* » présente des témoignages de victimes et donne de l'information sur les ressources et les droits des victimes en situation de handicap; « *The Time is Now* », traite des méthodes que peuvent utiliser les organismes pour approcher et aider les victimes. Deux autres DVD sont vendus sur le site de l'OVC. Le premier, fourni avec un guide de formation, s'intitule « *Victims with Disabilities: Collaborative, Multidisciplinary First Response* » (72 minutes) et est centré sur les techniques et stratégies à adopter par les services d'urgence. Il aborde entre autres la question de la déficience intellectuelle et ses caractéristiques. Le deuxième DVD, « *Victims with Disabilities: the Forensic Interview Techniques for Interviewing Victims with Communication and/or Cognitive Disabilities* » (57 minutes), traite spécifiquement des techniques d'interview de la victime par un représentant des forces de l'ordre.

COMMENTAIRES: Ces trois DVD au contenu élaboré touchent plusieurs thématiques concernant la victimisation des personnes en situation de handicap.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Les trois DVD peuvent être achetés sur le site du National Criminal Justice Reference Service (NCJRS) en cliquant sur le bouton « *order* » situé au bas de chaque descriptif des films.

CONTACT: <http://www.ojp.usdoj.gov/ovc/contacts.html>

TITRE: Disability Abuse and Personal Rights

ORGANISME: Disability Abuse and Personal Rights Project

DESCRIPTIF: Cet ensemble de ressources en ligne aborde les questions d'abus, de handicaps et de droits de la personne. Le tout est surtout focalisé sur la victimisation des personnes en situation de handicap. Plusieurs documents sont disponibles, certains gratuitement. Ils contiennent des formations destinées aux agences et organisations désirant se perfectionner sur la question de la victimisation des personnes ayant une déficience intellectuelle. On peut trouver de longues listes de publications, de manuels de formation et d'articles scientifiques. Les sujets sont très variés: accès aux soins, abus par les aidants, méthodes pour interviewer les victimes, mécanismes à instaurer pour favoriser les dénonciations d'abus, prévention de la violence et des agressions sexuelles, changements législatifs nécessaires pour améliorer le traitement des victimes. Le site est aussi le support principal d'un programme ayant les mêmes objectifs que le précédent, à la différence près que celui-ci est centré sur les enfants en situation de handicap qui sont victimisés (le programme s'intitule CAN Do!).

COMMENTAIRES: Plusieurs documents sont disponibles en ligne et le site est régulièrement mis à jour. On retrouve des textes provenant de diverses agences ainsi que de très longues listes de publications. Ce site est un des plus complets sur la question de la victimisation des personnes en situation de handicap aux États-Unis.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Plusieurs documents gratuits ou payants sont disponibles sur le site. Le volet formation est accessible [en cliquant ici](#), les produits vendus par l'organisation [en cliquant ici](#) et un descriptif du projet touchant aux enfants [en cliquant ici](#).

CONTACT: <http://disability-abuse.com/feedback.htm> (responsables du programme DAPR)
<http://disability-abuse.com/cando/feedback.htm> (responsables du programme CAN Do!)

TITRE: First Response to Victims of Crime who Have a Disability

ORGANISME: US Department of Justice, Office of Justice Programs, Office for Victims of Crime

DESCRIPTIF: Ce guide d'intervention contient un ensemble de conseils s'adressant aux services d'urgence qui interviennent lorsqu'une personne ayant une déficience intellectuelle (DI) est victimisée. Il traite essentiellement du premier contact entre la personne ayant une DI et l'agent de la paix. Plusieurs techniques sont proposées pour réussir à établir une communication efficace entre la victime et l'agent. De plus, le document traite aussi de plusieurs autres types de handicaps et de caractéristiques pouvant nécessiter une certaine adaptation des méthodes policières (ex.: Alzheimer, maladies mentales, troubles visuels et auditifs).

COMMENTAIRES: Document qui propose une série d'informations pratiques, applicables sur le terrain, lors d'interactions entre un agent des forces de l'ordre et une personne ayant une DI. Le fait qu'il ne traite pas exclusivement de la DI rend possible la combinaison de plusieurs stratégies afin de mieux répondre aux besoins d'une victime ayant plus d'une des caractéristiques mentionnées dans le document (ex. personne ayant une DI et une déficience auditive, ou un problème de santé mentale).

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le guide est disponible gratuitement en formats PDF et Web. Le format Web permet de naviguer facilement d'une section à l'autre en cliquant sur les titres des sections situés en bas à droite de la page du programme.

CONTACT: ttac@ovcttac.org

TITRE: [People with an Intellectual Disability: Giving Evidence in Court](#)

ORGANISME: [Lawlink, Justice & Attorney General, New South Wales Government](#)

DESRIPTIF: Ce guide porte sur les enjeux légaux entourant les témoignages de personnes ayant une déficience intellectuelle (DI) devant les tribunaux. Le document passe en revue les divers mécanismes légaux en place pour les personnes ayant une DI, le droit de ne pas subir un contre-interrogatoire, les témoins experts et les accommodations possibles. Le document se termine par plusieurs recommandations touchant aux différentes étapes du processus pénal.

COMMENTAIRES: Bien que centré sur la spécificité légale australienne (qui est semblable de bien des façons aux dispositions légales canadiennes), ce document permet de se faire une idée des principaux débats concernant les témoignages de ces personnes et des solutions proposées.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le document est disponible en format Web sur le site de l'organisation.

CONTACT: communications@agd.nsw.gov.au

TITRE: NO-GO-TELL

ORGANISME: Stanfield

DESRIPTIF: Créé pour des enfants en situation de handicap, l'outil de prévention des abus NO-GO-TELL fonctionne à l'aide de poupées éducatives et d'affiches illustrées. Le but est d'informer l'enfant sur divers sujets: identification des personnes avec lesquelles il interagit; différenciation entre ce qui est acceptable comme contact physique et ce qui ne l'est pas; connaissance des parties intimes; méthodes de dénonciation d'une situation d'abus et recours aux personnes ressources. Ce programme permet de communiquer facilement des concepts plus abstraits comme l'exploitation psychologique et d'intégrer des normes et règles afin de se protéger.

COMMENTAIRES: Utilisé par de nombreuses ressources en déficience intellectuelle, le programme NO-GO-TELL bénéficie d'une large diffusion dans plusieurs milieux (principalement aux États-Unis).

DOCUMENTS DISPONIBLES: Vendu pour la somme de 249\$ US sur le site de Stanfield.

CONTACT: orderdesk@stanfield.com

TITRE: Personal Space Program

ORGANISME: The ARC of Maryland

DESCRIPTIF: Ce programme éducatif s'adresse aux personnes ayant une déficience intellectuelle et aux intervenants désireux de doter leurs clients d'outils supplémentaires pour se protéger dans plusieurs types de situations. Notamment, il cible les femmes ayant une DI qui sont victimes de violence, et propose l'appropriation de techniques permettant à ces femmes de faire valoir leurs droits, de reconnaître les situations de violence et d'abus et d'identifier les stratégies qu'elles peuvent utiliser pour échapper à de telles dynamiques.

COMMENTAIRES: Chaque séance est évaluée par un questionnaire et le cours peut ainsi être adapté ou remis à jour en fonction des résultats obtenus lors de l'analyse des évaluations des participants.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Le document fourni gratuitement sur le site de l'organisme est un PDF exhaustif contenant toute l'information nécessaire pour donner le cours.

CONTACT: <http://www.thearcmd.org/contact/index.php>

TITRE: Disability Services ASAP

ORGANISME: SafePlace: Ending Sexual & Domestic Violence

DESCRIPTIF: L'organisme SafePlace propose un programme de formation s'adressant aux pourvoyeurs de services en contact avec des personnes ayant une DI qui sont à risque ou sont victimes de violence, d'abus ou d'agressions sexuelles. Ce programme touche à l'ensemble des aspects de ces problématiques et demeure surtout axé sur le développement de méthodes de travail pour aider plus efficacement ces personnes. Voici quelques-uns des sujets qui sont abordés dans leur curriculum: établissement de liens entre les divers acteurs, développement de programmes d'«outreach», prévention de la victimisation, éducation auprès des personnes concernées, réponses efficaces en cas d'abus et de violences, identification des facteurs de risque, amélioration de l'accessibilité des services, etc. Le programme est présentement évalué conjointement avec l'*University of Montana Rural Institute on Disabilities*.

COMMENTAIRES: Le court descriptif disponible en ligne présente les nombreuses approches utilisées par l'organisation pour éviter les ruptures de services, diminuer les problèmes de communication entre les agences impliquées auprès des personnes en situation de handicap, informer ces mêmes organisations sur les méthodes de dépistage et de traitement efficace pour ces victimes. Le programme cible uniquement les femmes.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Résumé du programme disponible en ligne en format Web.

CONTACT: Le programme est présentement évalué et la chercheuse principale peut être jointe à l'adresse suivante: rhughes@ruralinstitute.umt.edu

TITRE: Non-Residential Domestic Violence Program

ORGANISME: Barrier Free Living

DESRIPTIF: L'organisme a développé un programme à l'intention des personnes ayant une déficience intellectuelle (DI) qui sont victimes de violence conjugale. Ce programme externe existe depuis 1986 et fournit les services suivants : suivi individuel à court et long termes, références vers d'autres services, sensibilisation et formation d'autres organisations et groupes de soutien. Un des volets du programme est centré sur l'aide aux besoins de base : hygiène, finances personnelles, nutrition, etc.

COMMENTAIRES: Le site internet présente brièvement les éléments principaux du programme. Un des aspects originaux du programme est le soutien des personnes victimes de violence dans l'ensemble de leurs activités quotidiennes en plus des activités thérapeutiques.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Un descriptif du programme est disponible en ligne sur le site internet de l'organisation.

CONTACT: <http://www.bfnyc.org/ContactUs.asp>

TITRE: Project AWARE

ORGANISME: Metropolitan Organization to Counter Sexual Assault

DESCRIPTIF: Dans une optique éducative, ce programme de prévention des abus s'adresse autant aux personnes ayant une DI qu'à leurs parents, leurs proches et tout autre aidant (nommé par des membres de l'organisme). Le programme vise à développer les connaissances des personnes ciblées sur de nombreux sujets: les contacts physiques appropriés, ce que sont les situations d'abus et de violence, la culpabilité ressentie suite à une agression par un aidant, l'identification des personnes de confiance et les façons adéquates de réagir à des situations où la personne se sent inconfortable. Le curriculum traite aussi de l'éducation des parents et d'autres aidants sur ces questions, en abordant des thèmes tels que : comment réagir à une dénonciation faite par leur enfant, comment protéger leur enfant de tels abus, les ressources disponibles dans la communauté, etc.

COMMENTAIRES: Peu d'informations sont disponibles en ligne, mais des demandes d'informations supplémentaires peuvent être effectuées par téléphone.

DOCUMENTS DISPONIBLES: Un descriptif du programme est disponible sur le site internet de l'organisation.

CONTACT: (816) 931-4527

TITRE: Working with Intellectual Disability Clients

ORGANISME: South Eastern Center for Sexual Assault Australia

DESCRIPTIF: Spécialisé dans le traitement des agressions sexuelles et la formation de professionnels, cet organisme a développé un programme à l'intention des praticiens en contact avec ce type de clientèle ayant une déficience intellectuelle. Un court descriptif est aussi offert sur leur site internet et détaille ce qu'est la déficience intellectuelle, quelles vulnérabilités y sont reliées, les mythes qui leur sont associés, plusieurs ressources (DVD, livres et autres), etc. Une trousse de formation est aussi offerte, elle contient un manuel de formation, une revue de la littérature et des propositions de pratiques à implanter pour venir en aide à ces personnes efficacement.

COMMENTAIRES: Ce site internet offre plusieurs ressources sur le sujet. Le manuel de formation est disponible et peut être commandé à l'aide du formulaire PDF ([accessible en cliquant ici](#)).

DOCUMENTS DISPONIBLES: La trousse de formation est vendue au prix de 72.95\$ AUS alors que les autres informations proposées sont accessibles gratuitement en [cliquant ici](#). Un de ces documents traite de la sexualité chez les personnes ayant une déficience intellectuelle ([accessible en cliquant ici](#)).

CONTACT: secasa@southernhealth.org.au

TITRE: Personal Safety Skills for People with Disabilities and other Difficult Life Challenges

ORGANISME: Kidpower Teenpower Fullpower International

DESCRIPTIF: Cet organisme a mis sur pied un programme pour les personnes en situation de handicap. Adapté aux besoins de personnes ayant plusieurs types de limitations fonctionnelles, dont la déficience intellectuelle, il vise l'acquisition d'habiletés permettant à la personne de reconnaître les situations dangereuses, de développer des moyens de défense, des stratégies d'évitement et de recherche d'aide. Plusieurs thématiques sont abordées: la violence à la maison, l'abus de substances, comment se protéger en public, le « bullying » (harcèlement à l'école), comment se protéger des enlèvements, les abus sur les enfants, etc. Le programme fournit des outils qu'il est possible d'acheter en ligne; des professionnels peuvent aussi donner la formation eux-mêmes en se rendant dans les ressources qui en font la demande.

COMMENTAIRES: Programme traitant d'un grand nombre de situations où une personne ayant un handicap est à risque de se mettre en danger ou peut devenir la cible d'abus, de violence ou de négligence. Il recense un grand nombre de situations de handicaps et propose plusieurs outils adaptés tels les Safety Comics (bandes dessinées éducatives) et d'autres moyens originaux de transmettre l'information aux personnes vulnérables.

DOCUMENTS DISPONIBLES: De très nombreux outils adaptés, manuels de formation, guides du formateur sont vendus et le catalogue est accessible [en cliquant ici](#).

CONTACT: safety@kidpower.org

Le répertoire compile divers programmes, services et pratiques novatrices concernant la problématique des personnes présentant une DI ou un TED en contact avec le système de justice pénale. Les éléments répertoriés concernent tant les témoins, victimes ou contrevenants et couvrent l'ensemble des étapes du processus judiciaire. Le répertoire se veut accessible et convivial. Les nombreux liens hypertextes ainsi que les hyperliens qu'il contient assurent respectivement la navigation au sein du répertoire et l'accès aux sites Web répertoriés.

La méthode utilisée pour réaliser cette première recension s'inspire largement de la démarche des *Scoping Studies* telles que décrites par les chercheuses en politiques sociales Arksey et O'Malley (2005)¹. Cette démarche se prête particulièrement bien à un exercice de documentation d'un sujet vaste, tel celui qui nous concerne. Cette méthode permet de cartographier, de résumer et de diffuser des informations afin de mieux comprendre la problématique et par conséquent mieux situer les décideurs, des praticiens ou des consommateurs sur le sujet. La méthode de tri suggérée par Arksey et O'Malley cadre avec la démarche empruntée pour élaborer le présent répertoire. Le repérage, qui se veut d'abord large et inclusif, se raffine au fur et à mesure que les chercheurs approfondissent leurs connaissances du sujet et identifient les sources les plus pertinentes. Le répertoire, suivant le travail d'Arksey et O'Malley, se veut essentiellement descriptif; chaque fiche présente de façon sommaire et uniforme l'information sur le service, le programme ou la pratique retenue.

Afin de repérer les sources convoitées, plusieurs bases de données et moteurs de recherche ont été consultés : Google, Google Scholar, Google Books, PsycINFO, Social Science Index, Sociological Abstracts, Criminal Justice Abstract, Medline, Francis, Eric, PAIS International, NCJRS, ProQuest Psychology Journals, Social Services Abstracts, Social Work Abstracts et Erudit. Les mots-clés utilisés lors de la recherche furent : (en anglais) mental retardation, intellectual disabilities, developmental disabilities, learning disabilities, mentally handicapped, déficience intellectuelle, offender, victim, witness, penal justice system, tribunal, court, detention, prison, probation, rehabilitation, réinsertion, (en français) contrevenant, victime, témoin, système de justice pénale, tribunal, cour de justice, détention, prison, probation, réhabilitation, réinsertion sociale. Par méthode boule-de-neige, les sources identifiées ont conduit à de nouvelles sources.

¹ Arksey, H. et L. O'Malley (2005) Scoping studies: towards a methodological framework, *International Journal of Social Research Methodology*, 8, 1, 19-32.